

10 1/2% WOOD GUNDY
692-4200
COMPOSÉ
3 à 10 ans
GARANTI
Taux sujet à modification

LE SOLEIL

Kelly
Nos plus belles collections printemps-été 91 vous attendent.
Place Fleur de Lys 529-6441
Galerias de la Capitale 626-4724
Place Laurier 657-7766

MARDI 2 AVRIL 1991

QUÉBEC, 95^e ANNÉE, NO 93
64 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 TPS 0.24 TVQ 0.30 4.04

RÉGIONS PÉRIPHÉRIQUES 60c Plus TPS TVQ

50c Plus TPS TVQ

LE QUÉBEC

La maladie a eu raison du maire de Mont-Joli



Des funérailles civiques auront lieu jeudi pour le maire de Mont-Joli, le docteur Jean-Louis Desrosiers, décédé dimanche des suites d'une longue maladie. Il était aussi président de l'Union des municipalités du Québec. **A-3**

QUÉBEC

Importants projets pour le Vieux-Québec/Basse-Ville

Deux projets d'hôtel et la construction d'un cinéma à écran géant dans le secteur du Vieux-Québec/Basse-Ville n'attendent que le changement de zonage. **A-3**

Santé PLUS

Les maladies cardiaques guettent également les femmes

Si 80 % des études sur les maladies cardiaques impliquent uniquement des hommes, il n'en demeure pas moins que les femmes sont tout autant menacées. **B-1**

L'AUTOMOBILE

La Corsica de GM, une berline intéressante

La Chevrolet Corsica a des dispositions pour devenir une berline intéressante à la condition de réviser quelques points donnant l'impression d'un manque de fini. **B-4**

LE MONDE

En Albanie, les communistes réélus sans le président Alia

Le Parti communiste albanais a remporté près de deux tiers des 250 sièges du Parlement, dimanche, lors des premières élections libres en Albanie depuis 1946. **A-7**

L'INDEX

GÉNÉRAL

Annonces classées	C-8 à C-13
Arts	C-5 à C-7
Automobile	B-4 à B-8
Jacques Dallaire	B-11
Décès	C-14 et C-15
Économie	B-9 et B-10
Éditorial	A-14
Information générale	A-3 à A-6 et A-11 à A-15
La mode	C-1 à C-4
Le Monde	A-7 à A-10
Où aller à Québec	C-7
Québec et l'Est	B-11 et B-12 et C-16
Santé plus	B-1 à B-3

TABLOÏD

Bandes dessinées	S-18
Ce soir à la télé	S-19
Mots croisés	S-17
Sport	S-1 à S-17

LA MÉTÉO

Généralement nuageux avec chutes de neige fondante dispersées. Maximum: près de 2; minimum: -5 à -7. Demain: ensoleillé avec passages nuageux. **S-20**

Les Kurdes demandent l'aide de l'Occident

L'Irak a réprimé la rébellion

(Reuter, AFP) — Le président Saddam Hussein semble avoir maté la rébellion kurde et chiite qui avait surgi après la défaite irakienne lors de la guerre du Golfe, l'absence apparente d'aide de l'extérieur ayant provoqué l'échec de ce soulèvement.

Les forces gouvernementales irakiennes poursuivaient hier leur offensive au Kurdistan, reprenant une à une les villes et localités qui étaient passées sous le contrôle des mouve-

ments autonomistes kurdes depuis la mi-mars.

L'euphorie a cédé la place à la panique dans le « Kurdistan libéré », où la population, en proie à la terreur d'une éventuelle attaque aux armes chimi-

ques, s'enfuit au hasard devant cette offensive des troupes de Bagdad commencée jeudi.

Massoud Barzani, l'un des principaux dirigeants kurdes d'Irak, leader du PDK et président du Front du Kurdistan, a demandé hier aux dirigeants occidentaux et au secrétaire général des Nations unies Javier Perez de Cuellar de venir à l'aide des populations kurdes « massacrées » en Irak.

Ce message, adressé aux présidents américain et français, George Bush et François Mitterrand, ainsi qu'au premier ministre britannique John Major et à M. Javier Perez de Cuellar, a été diffusé par le représentant du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK) à Paris.

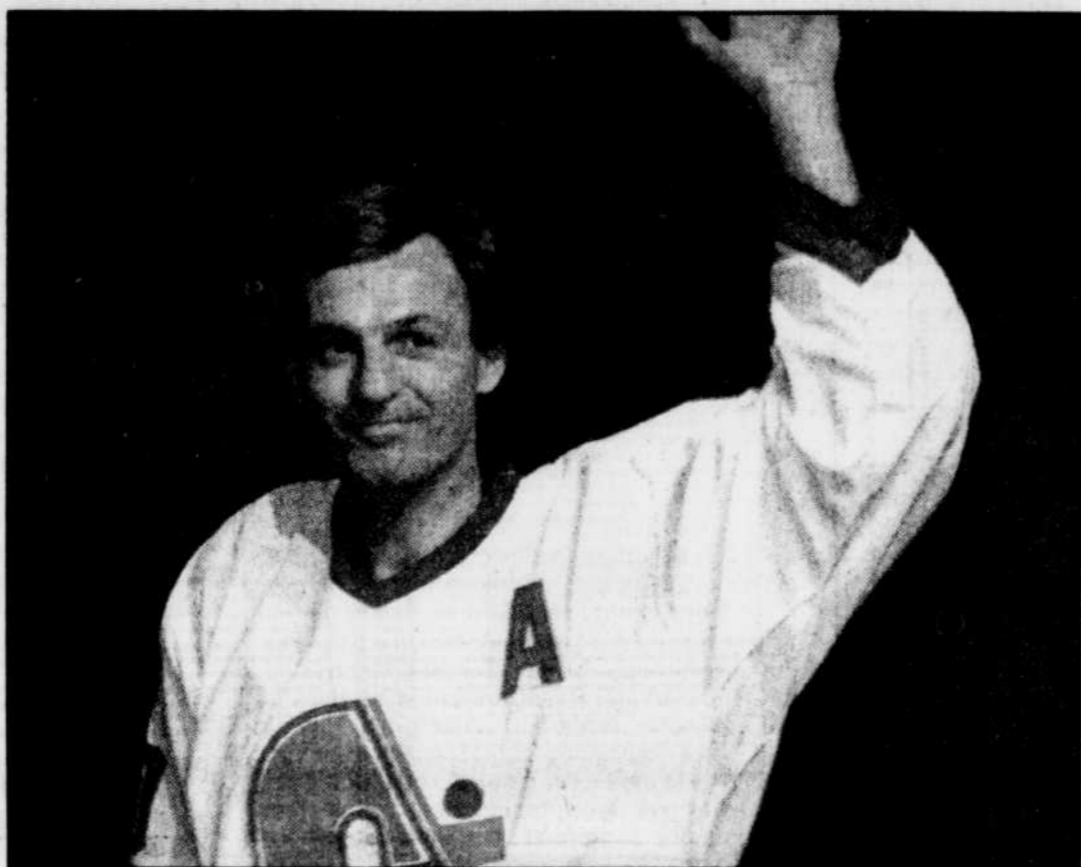
M. Barzani, qui était à la tête des troupes lors de la prise de Kirkouk par les Kurdes, impute

au président irakien Saddam Hussein la responsabilité des combats.

Le leader kurde réclame l'envoi de vivres, de médicaments et de tentes pour les civils réfugiés. Il demande aux Nations unies, à la Croix-Rouge internationale et à d'autres organisations humanitaires de venir aux secours des populations

Suite A-2, Rébellion...

Les adieux du « Démon blond »



La direction des Nordiques avait vraiment mis le paquet pour honorer Guy Lafleur qui disputait, dimanche soir, son dernier match en carrière dans la Ligue nationale. C'est un spectacle à la fois humoristique et émouvant qui a captivé les amateurs de tout le Québec.

Tabloïd Sport C.

Pour le vérificateur général

Les coupes de 1982: l'horreur des horreurs...

Pendant sa décennie comme vérificateur général, M. Rhéal Chatelain n'aura pas vu de pire horreur que les « coupures » décrétées au début des années 1980 par le gouvernement du Parti québécois.

par MICHEL CORBEIL
LE SOLEIL

À quelques mois de tirer sa révérence comme grand patron de la vérification des comptes de l'État, M. Chatelain a longuement hésité avant de donner cet exemple d'horreur des horreurs. S'il n'est nullement dans ses habitudes de décerner des « prix citrons », précisera-t-il, il n'y a pas de doute que la manœuvre péquiste ne pouvait que heurter cet homme de chiffres, de principes et de méthode.

« C'était des 'coupures' aveugles. On a appliqué la théorie du prunier. On secoue l'arbre pour voir les prunes qui vont tomber. Je ne veux pas me substituer au politique. Je ne dis pas qu'ils n'ont pas pris la bonne décision (pour contrer les effets de la récession de l'époque). Mais la décision était-elle fondée sur de bonnes informations? Le gouvernement jouait au pompier et on a abattu des pans entiers de programmes sans analyse. »

« La théorie du prunier n'est pas inintéressante et elle sert encore », dit-il. Mais c'est moins « aveugle » maintenant. Depuis 1989, le Conseil du Trésor impose aux ministères d'évaluer systématiquement les programmes. « Un pas dans la bonne direction. »

Au-delà de cet épisode de



M. Rhéal CHATELAIN C.

notre petite histoire de l'État, M. Chatelain refuse catégoriquement d'identifier des « délinquants » dans la machine gouvernementale. Après tout, ses recommandations ne sont-elles pas suivies dans plus de 80 % des cas!

En tournant la page, comme il l'a fait durant sa carrière, M. Chatelain a tenu à rendre justice tout autant qu'il s'est acharné à déterrer les atrocités bu-

Suite A-2, Horreur...

Autre texte en page A-4

Québec, troisième ville au pays où on aimerait vivre

La ville de Vancouver vient au premier rang des 12 villes du pays où les Canadiens aimeraient vivre. Québec arrive troisième, ex aequo avec Calgary.

Ces choix sont ceux de 1053 Canadiens que révèle un sondage Angus Reid/LE SOLEIL réalisé entre le 12 et le 20 mars. En plus d'être la préférée des habitants de la Colombie-Britannique eux-mêmes, Vancouver

attire un grand nombre de Canadiens partout au pays.

S'ils avaient à choisir, les gens interrogés opteraient d'abord de vivre à Vancouver. Le sondage Angus Reid de mars demandait aux Canadiens laquelle des 12 grandes villes du

pays ils préféreraient habiter s'ils étaient assurés d'y trouver le même standard de vie qu'ils jouissent présentement. Le choix le plus populaire a été Vancouver, qui a été nommée par 30 % des sondés.

Les villes qui suivent ont été choisies par environ une personne sur dix : Toronto (11 %), Québec (10 %), Calgary (10 %).

Suite A-2, Québec...



À Gaspé, en 1991, les trains de marchandises représentent un phénomène tout à fait occasionnel.

L'Est a besoin d'intérêts locaux pour sauver le trafic ferroviaire

GASPÉ — Le 5 février, l'Office national des transports du Canada autorisait le Canadien National à abandonner et, éventuellement, démanteler les 56 milles de voie ferrée entre Saint-Adelais, près de Chandler, et Gaspé.

par GILLES GAGNÉ
collaboration spéciale

Plusieurs régions du Québec et de l'Est du Canada sont aux prises avec ce problème d'abandon de tronçons ferroviaires, à l'heure où le réseau routier présente un état pitoyable. L'examen approfondi du cas gaspésien permet de retracer les causes des problèmes et d'envisager des solutions.

Gaspé 1971 : Il règne une activité intense dans les parages de la gare et du port de Sandy Beach. En fait, le trafic ferroviaire y est suffisant pour occuper une équipe de chemins de fer dans la cour de triage pendant tout un quart de travail de huit heures. Le client principal du CN à l'époque est Mines Gaspé, auquel s'ajoute une douzaine d'autres utilisateurs de la voie

ferrée, commerces et petites industries. Le port est intimement lié au chemin de fer puisque les produits pétroliers de la côte sud de la Gaspésie y arrivent par navires et sont livrés à partir de Gaspé par wagons. Deux trains quotidiens de voyageurs relient la péninsule à Montréal.

Gaspé 1991 : Les trains de marchandises représentent maintenant un phénomène tout à fait occasionnel. Il en vient un ou deux par semaine

Suite A-2, Trains...

Autre texte en page A-15

TRUST PRÊT ET REVENU



Place d'Youville 692-1221
Charlesbourg 624-1221
Galerias de la Capitale 626-1221
Place de la Cité 652-1221
Chicoutimi 543-1221

Hypothèques

10.7/8% 1 an
Réponse en 24 heures

Dépôts garantis

9.75% 5 ans
Intérêt annuel

9.25% 1 an
9.50% 3 ans
9.50% 4 ans

Fonds du marché monétaire

(Le rendement passé ne garantit pas les résultats à venir et toute offre doit être faite par prospectus)

9.47%
9.89%

Rendement courant annuel du 16 au 22 mars 1991
Rendement effectif du 16 au 22 mars 1991 incluant le réinvestissement des revenus

Suites de la première page

Horreur...

reaucratiques. Ainsi, son dernier rapport annuel a identifié un ministère de l'Environnement totalement débordé. Mais, tient-il toujours à nuancer, le ministère est jeune, il a un mandat immense et des ressources tellement limitées.

Pour cet optimiste impénitent que dix ans de vérification n'ont pas réussi à rendre cynique ou blasé, s'il y a place pour le progrès dans les ministères, force est de constater qu'il s'en est produit. À la Main-d'œuvre et la Sécurité du revenu où il avait relevé le versement de 235 millions \$ en trop, en 1988. À la Société de l'assurance automobile du Québec où il avait constaté un grave laisser-aller, en 1987. Au Conseil des normes du travail où il voit de « très nobles efforts de contrôle ».

Justice... Deux jours après l'entrevue, M. Chatelain a rappelé LE SOLEIL. Histoire de souligner que les gestionnaires du Loisir, Chasse et Pêche, où c'était aussi le bordel administratif, selon son rapport d'il y a deux ans, ont mis en place un vigoureux plan de redressement.

Trains...

en fin d'hiver et au printemps, la seule période de l'année où, en raison du dégel, les limitations de poids imposées aux camionneurs les obligent à charger leurs véhicules de façon normale. Mines Gaspé demeure le client principal, et une entreprise de matériaux de construction se fait livrer par rail son pin de Colombie. Côté passagers, trois trains par semaine desservent la Gaspésie. L'an dernier, 42 000 personnes ont emprunté le train Chaleur, de Via. Pendant ce temps, sur le reste de la voie ferrée gaspésienne, entre Matapédia et Chandler, le volume de marchandises transportées par rail demeure considérable, mais ce volume a déjà été important en bout de ligne, entre Chandler et Gaspé, où passaient encore 2000 wagons par année, il y a 10 ans.

Ce qui s'est passé à Gaspé depuis 1980 est aussi survenu ailleurs au Québec : en Abitibi, au Lac-Saint-Jean, en Beauce, dans les Bois Francs et même à Lévis.

Les grandes sociétés ferroviaires nationales, le CN et le CP, vivent depuis une dizaine d'années, un phénomène de rationalisation important.

Les tronçons qui ne sont pas ou peu rentables font l'objet d'une « politique de démarketing discrète », un terme qui a pratiquement été inventé pour désigner le comportement des sociétés ferroviaires dans certaines régions.

En offrant un service de piètre qualité, ces sociétés perdent des clients et diminuent les revenus associés à l'exploitation de ces tronçons. Il suffit de garder les frais d'exploitation à un niveau stable, ou même de les augmenter, pour pouvoir présenter à l'Office national des Transports un dossier menant vers l'abandon de la voie ferrée en question.

Parfois, l'Office n'embarque pas dans le stratagème des compagnies de chemin de fer, comme à l'an dernier alors que la demande d'abandon de la subdivision Chapais a été refusée en raison de la politique de démarketing du CN.

Pour le tronçon Chandler-Gaspé toutefois, l'Office a accepté les raisons invoquées par le CN. L'absence de mémoires soumis par le secteur privé, même si une vingtaine de mémoires ont été présentés par divers organismes publics, a davantage retenu l'attention de l'Office.

L'évidente politique de démarketing du CN à Gaspé n'a même pas été relevée dans l'arrêté présentant la décision de l'ONT. On se contente de conclure que le tronçon n'est pas rentable et qu'il est peu probable qu'il le devienne dans un avenir prévisible.



vente de bas contemporaine

1.99 rég. 2.75

une collection exclusive à la contemporaine, de bas en nylon 20 deniers pour tous les jours, des styles à pied sandale et pointes renforcées.

bas aux genoux	rég. 1.35	1.09
bas avec lycra	rég. 3.75	2.99
bas ultra-fin	rég. 3.75	2.99
ultra-fin avec lycra	rég. 5.25	4.19
culotte amincissante	rég. 3.75	2.99

la maison
simons
PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX QUÉBEC
HEURES D'OUVERTURE LUNDI, MARDI, MERCREDI DE 9H30 À 17H30 JEUDI ET VENDREDI DE 9H30 À 21H00 SAMEDI DE 9H30 À 17H00

La preuve la plus tangible de cette politique de démarketing, selon Guy Chartrand, de Transport 2000, c'est une note interne distribuée discrètement en 1986 par le directeur du Marketing au CN pour la région du Saint-Laurent, et qui demande au personnel de stopper « tout effort pour attirer du nouveau trafic sur ces tronçons », en référence aux lignes déficitaires.

À Gaspé, l'annonce de l'Office national des Transports a déclenché diverses réactions à conserver le service de VIA suite aux coupures du 15 janvier 1990, pour perdre un an plus tard la possibilité de faire rouler des trains à Gaspé.

Le député provincial de Gaspé, M. André Beaudin, a indiqué son désaccord face à la décision de l'ONT, qui survient quelques années après la réfection de la voie et des gares. Selon lui, il n'appartient qu'au CN et à VIA de reconquérir une clientèle puisque si les chiffres du CN étaient bien alignés, on ne serait pas loin de la rentabilité.

Au Conseil régional de Concertation et de Développement, le président Raymond Gagné se déclare très déçu de la décision de l'Office mais précise que le CRCD veut maintenant se battre pour du positif.

« On blâme le CN parce qu'on sait ce qui s'est passé sur cette ligne. Mais après toutes les annonces négatives reçues depuis quelques années, Radio-Canada et VIA en sont des exemples, on veut passer à autre chose ».

La réaction du directeur de la MRC Côte de Gaspé est beaucoup plus virulente. M. Henri Preston dénonce principalement le manque de consultation et l'ONT dans cette affaire.

« En dépit des 20 mémoires présentés à l'Office, on juge que des audiences publiques ne sont pas nécessaires. On oublie que des gens ici ne peuvent voyager autrement que par train, faute de moyens ou pour des raisons médicales ».

La question que M. Preston met notamment en relief, ce sont les négociations entre le CN et VIA l'automne dernier en vue de l'achat du tronçon Chandler-Gaspé par VIA, pour parler qui se sont soldés par un échec.

Dans le contexte actuel, VIA n'a pas les moyens d'acheter le tronçon, ni l'équipement pour l'entretenir. Pourtant, elle trouvera les crédits pour l'achat du tronçon Ottawa-Smith's Falls, en Ontario, une transaction qui devrait se régler incessamment.

La question se pose également pour le tronçon desservant la gare de Lévis, une ligne qui pourrait être abandonnée au cours des prochains mois.

À Lévis comme à Gaspé, la voie ferrée possède un potentiel considérable en ce qui concerne le transport des passagers et des marchandises, sans compter l'aspect panoramique du circuit.

Il devient de plus en plus évident, avec la disparition graduelle de l'État providence, que les intérêts régionaux doivent prendre en charge l'avenir de ces tronçons secondaires. Le ministre des Transports du Québec, M. Sam Elkas, déclarait, quelques jours après l'annonce de l'ONT applicable à la ligne Chandler-Gaspé, que son ministère se tournait résolument vers la promotion des compagnies d'intérêt local pour sauver ces tronçons.

Reste à savoir de quelle façon et jusqu'où ira le gouvernement québécois pour justement faciliter la tâche de ces groupes d'intérêt locaux.

Québec...

Montréal (9 %) et Ottawa (9 %). Les autres villes ont été choisies par une personne sur 20 ou moins : Halifax (6 %), Edmonton (4 %), Winnipeg (3 %), Saskatoon (2 %), Saint-Jean, T.-N. (2 %) et Regina (1 %).

Une étude détaillée des résultats du sondage démontre que parmi les résidents des trois plus grandes villes du Canada, Toronto, Montréal et Vancouver, la vaste majorité de ceux qui vivent présentement dans la ville de l'Ouest disent que Vancouver serait leur numéro un. Plus de huit répondants sur dix (85 %) à Vancouver choisissent leur propre ville. Comparativement, moins de la moitié des résidents de Montréal et de Toronto ont nommé ces villes pour leur premier choix : seulement 41 % des répondants de Toronto ont dit préférer vivre dans leur propre ville pendant que presque autant (33 %) ont choisi Vancouver. Quant aux Montréalais, 46 % continueraient de vivre dans leur ville, suivie de Vancouver (21 %) et Québec (17 %).

En tenant compte des régions, Vancouver est le choix préféré d'un bon nombre de citoyens des Prairies et de l'Ontario, et à un degré moindre de la part des habitants du Québec et des provinces atlantiques.

Suivent les résultats par région :

— C'est sans surprise que la majorité des gens de Colombie-Britannique, sept sur dix (71 %) ont répondu qu'ils aimeraient vivre à Vancouver.

— En Alberta, les sondés choisissent Vancouver presque à égalité avec Calgary (29 % et 34 % respectivement) tandis qu'Edmonton, l'autre grande ville de cette province, n'a été le choix que de deux Albertains sur dix (18 %).

— Vancouver maintient aussi son attrait au Manitoba et en Saskatchewan. La ville la plus fréquemment mentionnée a été Vancouver (27 %), suivie de près par Calgary (22 %), puis par deux des grandes villes de ces provinces, Winnipeg (19 %) et Saskatoon (17 %). Regina ferme la marche avec 2 %.

— Vancouver est encore le premier choix des Ontariens. Près d'un répondant sur trois (32 %) de l'Ontario disent que, s'ils devaient choisir, ils préféreraient s'établir dans la troisième plus grande ville du pays. Ce choix est suivi par Toronto (24 %) et Ottawa (15 %).

— Comme le font les gens de Colombie-Britannique, la grande majorité (63 %) des Québécois aimeraient mieux vivre dans une des grandes villes de leur province. Il est intéressant de noter qu'un tiers (35 %) de ceux qui ont été interviewés au Québec ont d'abord choisi la Vieille Capitale, suivie par Montréal (28 %). Et même encore là, Vancouver avec 15 % fait bonne figure au troisième rang.

— Enfin, dans les provinces atlantiques, 30 % ont choisi Halifax. Puis Vancouver suit avec 18 % et Saint-Jean, T.-N. (10 %).

Ce sondage Angus Reid/LE SOLEIL a été réalisé par téléphone auprès de 1053 adultes canadiens, choisis pour représenter statistiquement la composition de la population du pays selon l'âge et le sexe. Un tel échantillonnage donne des résultats précis à 2,5 % près, 19 fois sur 20.

Rébellion...

et exhorte le Conseil de sécurité de l'ONU à mettre en garde Saddam Hussein contre l'utilisation des armes pour un « massacre collectif ».

La Grande-Bretagne et les États-Unis ont par ailleurs réaffirmé hier qu'ils n'interviendraient pas dans la guerre civile en Irak en aidant les rebelles kurdes face à l'armée fidèle à Saddam Hussein. Les deux pays ont cependant ajouté qu'ils réviseraient leur position si Bagdad utilisait des armes chimiques contre les insurgés.

La police militaire américaine a toutefois été chargée depuis dimanche de patrouiller dans les rues de Safwan, dans le sud de l'Irak, engageant ainsi davantage les États-Unis dans l'administration du territoire irakien occupé où ils nourrissent et abritent déjà des milliers de réfugiés fuyant les zones de troubles entre pro et anti-Saddam.

Le porte-parole du département d'État américain, M. Richard Boucher, qui avait refusé jusqu'à présent d'avoir des contacts politiques avec des représentants de l'opposition kurde, a néanmoins déclaré que des rencontres auront probablement lieu cette semaine à la demande de certains groupes qu'il n'a pas identifiés.

Selon M. Boucher, dimanche et hier, « plusieurs régions au nord de Bagdad et au sud-est de Kirkouk ont été le théâtre de combats » de même que dans le sud, dans les environs de Bassorah.

Il a également signalé des combats à Kirkouk vendredi et samedi, malgré la reprise de la ville par l'armée. Il a confirmé la chute des villes d'Irbil et Dahuk aux mains des forces irakiennes mais pas celle de Zhakko.

Le chef de l'Organisation de l'action islamique (OAI, opposition irakienne), Mohammad Taghi Moudaressi, a affirmé hier qu'environ 30 000 Kurdes irakiens se sont réfugiés au cours des dernières 24 heures en Turquie.

Le boycott dont parle Béland étonne la Sun Life et la Prudential

MONTRÉAL — Les compagnies d'assurance de l'Ontario se disent surprises des allégations voulant que des entreprises ontariennes boycottent le Mouvement Desjardins depuis que son président a pris partie pour la souveraineté du Québec.

par ALLAN SWIFT
de la Presse canadienne

M. Claude Béland a déclaré à un journaliste du Soleil de Québec, la semaine dernière, que des sociétés ontariennes, dont la Sun Life et la Prudential of America, refusent de faire des affaires avec le mouvement des caisses populaires depuis le mois de novembre.

Mais les gestionnaires de Sun Life, Prudential et La Caisse centrale Desjardins, qui procède aux émissions d'obligations pour le groupe Desjardins, ont exprimé étonnement et perplexité, en entrevue, hier.

« Nous avons été très surpris d'entendre cela. C'est tout à fait contraire à la vérité », a soutenu M. Brian Barbeau, vice-président aux investissements à la Prudential, au cours d'une entrevue qu'il donnait à partir de Toronto. « Nous avons rencontré des cadres de la société (de M. Béland) pas plus tard que le 22 mars dernier, et nous avons de bonnes relations. Nous achetons des obligations de la Caisse centrale Desjardins et ce depuis le début. Nous nous efforçons de rejoindre M. Béland pour éclaircir cette affaire ».

Ni lire aux affaires

Selon M. Barbeau, la Prudential détient actuellement 27 millions \$ en titres émis par la Caisse Desjardins.

« Que cette déclaration (de M. Béland) paraisse dans les journaux alors que nous sommes favorablement disposés

envers le Mouvement Desjardins ne peut que nuire à nos rapports d'affaires », a-t-il dit.

De son côté, M. Rick Winston, porte-parole de Sun Life, a indiqué que sa compagnie détient 50 millions \$ en obligations Desjardins. « Je suis surpris d'entendre parler de boycott. Nous avons toujours eu beaucoup d'estime pour le Mouvement Desjardins. Nous leur avons acheté des obligations, et nous allons le faire encore ».

Il n'a pas été possible de joindre M. Béland pour obtenir ses commentaires, lundi. Mais le vice-président de la Caisse centrale Bernard Venne a assuré que « toutes les compagnies d'assurance et fonds de pension de Toronto font affaires avec la Caisse centrale » et qu'à sa connaissance, il n'y avait pas de boycott. « Peut-être que M. Béland dispose d'informations que je n'ai pas », a-t-il ajouté.

M. Humberto Santos, président de la Caisse centrale, a préféré ne pas commenter la déclaration de M. Béland mais il a précisé qu'un écart de prix s'était développé au cours des six à neuf derniers mois entre les obligations émises par les institutions québécoises et les émissions d'autres entreprises au Canada. Lui non plus ne croit pas que le Mouvement Desjardins soit la cible d'un boycott, et il attribue le problème à l'incertitude qui prévaut généralement au Québec.

Le groupe financier Desjardins détient des actifs de 48 milliards \$

Dans un communiqué distribué à Damas, le bureau du cheikh Moudaressi a ajouté que des dizaines de milliers de Kurdes étaient également en route vers la Turquie et quelque deux millions avaient abandonné leurs habitations, « en raison de l'intensification des offensives des forces gouvernementales contre les villes du Kurdistan » irakien.

Le communiqué indique également que « de violents combats se déroulaient hier entre les forces populaires et les partisans du régime à Akra, à 30 km de la ville de Dohouk » (Kurdistan). Il souligne aussi que les forces populaires mènent « des attaques nocturnes contre les permanences des autorités dans la ville de Kerbala » au sud de Bagdad.

Dans le sud du pays, l'absence relative d'informations semble confirmer l'effondrement de l'insurrection chiite, et les combats ont cessé à Nadjaf et Kerbala, où les autorités irakiennes ont emmené hier un groupe de journalistes occidentaux.

De son côté, le parti ad-Da'wa, une des principales composantes de l'opposition islamique irakienne, a indiqué que les insurgés avaient mené des attaques contre les forces gouvernementales à Soueif, près de Bassorah, à Aboul-Khassib et à Amara (sud de l'Irak).

L'Irak a par ailleurs dénoncé auprès de l'ONU l'enlèvement par l'Irak de 35 militaires iraniens dans une lettre adressée hier à M. Perez de Cuellar, a-t-on appris dans la soirée de sources diplomatiques iraniennes.

Les 15 membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont eu entre-temps, hier soir, une première réunion de consultations pour examiner un projet de résolution fixant les conditions d'un cessez-le-feu formel des forces alliées avec l'Irak.

L'ambassadeur de l'Irak auprès de l'ONU, M. Abdul Amir Al-Anbari, a protesté hier contre ce qu'il a qualifié de trop « coercitif » dans ce projet de résolution présenté par les États-Unis.

Le sort de Vander Zalm discuté à huis clos par des ministres et députés

VICTORIA (PC) — Des parlementaires du Crédit social se réunissent à huis clos, aujourd'hui, dans le but de discuter du sort du premier ministre Bill Vander Zalm.

« Le premier ministre a donné sa démission, a rappelé un membre du groupe, le ministre de l'Éducation supérieure et de la Technologie, M. Bruce Strachan. La seule question est de savoir quand il va s'en aller et mon opinion est que ce devrait être immédiatement ».

En annonçant sa démission, M. Vander Zalm a demandé à l'exécutif du parti de convoquer un congrès à la direction le plus tôt possible et il a promis de rester à son poste jusqu'à la nomination de son successeur.

Pour M. Strachan, cependant, « seuls ceux d'entre nous qui cherchent à se faire réélire devraient former le gouvernement à partir de maintenant ».

M. Strachan a expliqué : « Il nous faut finaliser le budget, adopter une politique officielle et

nous rendre aux prochaines élections. Je ne veux pas que Bill Vander Zalm se mêle de cela, parce qu'il ne sera plus là ».

Rapport Hughes

Le ministre a refusé de préciser le nombre de parlementaires qui participeront à la réunion d'aujourd'hui. C'est plus qu'une douzaine de ministres et de députés, mais ce n'est pas la majorité du caucus « à ce moment-ci ».

Selon le constitutionnaliste Edward McWhinney, si une majorité de députés créditistes font part au lieutenant-gouverneur de leur manque de confiance en M. Vander Zalm, il n'aura probablement pas d'autre choix que de nommer un nouveau premier ministre.

De toute façon, M. Strachan a annoncé son intention de remettre lui-même sa démission, si M. Vander Zalm reste à la tête du parti.

LA QUOTIDIENNE
tirage du 1er avril
0-8-1
8-8-8-5

LA TROIS

LE SOLEIL

Les espoirs de paix grandissent au Salvador

SAN SALVADOR (AP) — Les leaders des diverses parties dans la guerre civile du Salvador disent que la guerre pourrait bientôt prendre fin après 11 ans et plus de 75 000 morts.

L'épuisement national dû aux affres de la guerre et certains pas menant à un système démocratique dans ce pays d'Amérique centrale font parties des facteurs qui sous-tendent une campagne de paix tellement forte que les têtes dirigeantes du gouvernement, de l'armée et de la guérilla prédisent que les combats vont cesser cette année.

« Je suis presque certain que cette année-ci sera celle de la paix », a déclaré le colonel salvadorien Inocente Montano, sous-ministre de la Sécurité publique. « Il y a eu un réel progrès de fait dans les négociations, et nous sommes très près d'un dénouement heureux. »

De son côté, le principal commandant des guérilleros, Joaquim Villalobos, déclarait à la télévision salvadorienne, le 20 mars dernier, que « le conflit est dans sa phase définitive, et la fin sera réalisée par la négociation. Nous pourrions rapidement être en période de trêve. »

Et le maire de San Salvador, la capitale, Armando Calderon Sol, commentait ensuite : « Vous sentez que la paix est proche quand vous voyez le commandant rebelle en habit et cravate parler à la télévision comme un politicien. »

Plusieurs facteurs

Les perspectives de paix sont le résultat de plusieurs facteurs :

— chaque camp reconnaît qu'une victoire militaire décisive sur l'autre est impossible ;

— les démarches faites depuis dix ans pour établir une démocratie ont créé une activité politique de gauche que les escouades de la mort de la droite ont réprimée en tuant des milliers de personnes au début des années 80.

— mais peut-être ce qui est le plus important, les Salvadoriens sont tellement fatigués de la guerre que toute organisation politique qui espère retenir ou gagner le pouvoir doit forcément projeter une image pacifiste.

Chez le paysan comme chez l'homme d'affaires, la mention du mot guerre fait naître infailliblement le désir de mettre fin au bain de sang.

En plus des centaines de milliers de personnes qui ont perdu un membre de leur famille, des millions subissent cette guerre quotidiennement par les pannes d'électricité et d'eau causées par les sabotages de la guérilla, les fouilles aux multiples points de contrôle militaires et le climat de crainte toujours présent par le bruit de coups de feu et d'explosions.

La paix formait le gros du programme électoral de la gauche lors des élections législatives et municipales du 10 mars, et ça a fonctionné. La Convergence démocratique (gauche) a réussi à faire passer le pourcentage de ses voix de 3,8 % en 1989 à 12,2 %.

La droite, de son côté, vit également des changements politiques. « Les temps ont changé au Salvador ; si ce n'était pas le cas, après tout nous sommes passés au travers, nous serions des monstres », a déclaré Calderon Sol, qui est aussi le président de l'Alliance nationaliste républicaine, au pouvoir.

Jeudi commenceront au Mexique pendant 20 jours une ronde de pourparlers de paix décisifs. Les Nations unies, représentées par le diplomate péruvien Alvaro DeSoto, joue un rôle de médiation depuis avril 1990.

Au début, les pourparlers se sont déroulés sous l'œil de la presse et du public, et n'ont pas avancé beaucoup. Mais depuis octobre dernier, ils se déroulent à huis clos et les participants disent qu'il y a plus de « donnant-donnant ».

À l'agenda, on retrouve des réformes constitutionnelles, judiciaires et électorales, mais les plus difficiles à faire accepter seront celles concernant les forces armées. Depuis des décennies, l'appareil militaire est un obstacle répressif, corrompu et autoritaire à tout gouvernement civil démocratique, et un refuge pour ceux qui violent les droits de l'homme.



En plus d'une salle de projection (382 places) et de son écran géant, la firme Ciné-Futur veut intégrer un musée de la photographie à la Maison de l'image.

Deux hôtels et le cinéma IMAX veulent s'installer au Vieux-Port

Ce ne sont pas les projets qui manquent dans le secteur du Vieux-Québec/Basse-Ville. En effet, les promoteurs n'attendent que le changement de zonage requis pour se lancer dans la réalisation d'au moins deux projets d'hôtel et la construction d'un cinéma à écran géant IMAX. Des investissements de plus de 50 millions \$, si l'on y inclut les 30 millions \$ prévus par le gouvernement fédéral pour la construction de son école navale dans la Pointe-à-Carcy.

bec, a été présenté ces derniers jours aux résidents du secteur au cours d'une assemblée de consultation tenue au Vieux-Port.

Cette réunion visait d'ailleurs à jeter les bases des audiences publiques qui auront lieu les 1er et 2 mai sur le changement de zonage, réclamé à plusieurs reprises depuis 1984, et le développement du

quartier. S'ils souhaitent vivement la revitalisation du secteur, plusieurs intervenants à cette assemblée ont cependant fait valoir leur opposition à tout développement anarchique, au détriment des fonctions résidentielle et récréative.

Selon M. Serge Filion, chef de la division du développement urbain à la ville de Québec, le comité consultatif de l'urbanisme sera saisi du résultat des audiences dès le 29 mai et l'amendement au zonage pourrait être adopté en septembre prochain. « Il est possible toutefois que la réalisation des projets soit amorcée avant même l'adoption du nouveau règlement, c'est-à-dire dès que le comité aura accepté le principe de l'amendement », estime-t-il.

La Maison de l'image

Des trois principaux projets actuellement à l'étude, celui qui constituerait sans doute le plus important attrait touristique est la Maison de l'image et son cinéma IMAX. Le projet, évalué à plus de 5 millions \$, a été conçu par la firme Ciné-Futur, en collaboration avec Imax Systems Corp. de Toronto.

En plus de la salle de projection (382 places) et de son écran géant, un musée de la photographie sera également intégré à la Maison de l'image. « Ça fait deux ans que nous travaillons sur ce projet et nous espérons pouvoir le réaliser dès le printemps 1992 », affirme M. Jean-Charles Latour, vice-président de Ciné-Futur. La maison serait située sur la rue Saint-André, près du complexe Gauvreau-Beaudry.

« Selon les plans soumis, c'est le type d'investissement que, personnellement, je trouve

intéressant dans la mesure où il va augmenter l'affluence dans le secteur et le pouvoir d'attraction de ce dernier », soutient le conseiller du quartier, Réjean Lemoine. Le centre IMAX de Montréal attire chaque année près de 800 000 visiteurs, rappelle-t-on.

M. Lemoine souligne cependant que tous les efforts devront être déployés pour minimiser les impacts négatifs que la Maison de l'image pourrait avoir sur la fonction résidentielle que l'on veut privilégier dans le quartier. C'est ainsi qu'il faudra, à son avis, augmenter les facilités de stationnement et améliorer les capacités d'accueil, si l'on ne veut pas assister à « une désertification » dans ce secteur déjà en perte de vitesse démographique.

Côté hôtels, l'imposant édifice de l'îlot Hunt, sis derrière le Musée de la civilisation, serait recyclé au coût de 8 millions \$ pour en faire un complexe immobilier regroupant commerces, diorama, restaurants, salles d'exposition et d'interprétation et surtout un hôtel de 81 chambres. Ce projet, à caractère également touristique, a été conçu par l'architecte Jean Côté pour le compte de M. Denis Bilodeau, un ancien médecin.

Pour sa part, le groupe français Accor, déjà bien présent dans l'industrie hôtelière de Montréal, investirait lui aussi quelque 8 millions \$ pour ouvrir un hôtel de 80 chambres dans le quadrilatère formé par les rues Dalhousie, Saint-Paul, Saint-Pierre et Saint-André. L'architecte Claude Demers en a réalisé les plans pour le compte de l'homme d'affaires montréalais Norbert Abou.

par THIÉRIO DIALLO
LE SOLEIL

L'ensemble des plans, soumis il y a quelques mois au service d'urbanisme de la ville de Québec,

Décès du maire Jean-Louis Desrosiers

Drapeaux en berne à Mont-Joli

RIMOUSKI — La municipalité de Mont-Joli se prépare à rendre un dernier hommage à son maire, le docteur Jean-Louis Desrosiers, décédé dimanche à l'âge de 61 ans des suites d'une longue maladie.

par ERNIE WELLS
collaboration spéciale

Des funérailles civiques auront lieu jeudi à 14 h 30 en l'église Notre-Dame-de-Lourdes de Mont-Joli, à la mémoire de celui qui était aussi président de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) depuis le mois de mai 1990.

Quelque 250 personnalités de l'extérieur de la région de la Mitis, dont des politiciens, des représentants du monde municipal et des membres de corps intermédiaires, sont attendues à ces funérailles.

« Un rassembleur »

Jean-Louis Desrosiers est décédé au Centre hospitalier régional de Rimouski où il avait été admis le 25 février dernier. En novembre 1990, il avait été hospitalisé dans un établissement de santé de la région de Montréal où il devait subir une intervention chirurgicale pour une tumeur au pancréas.

Depuis l'annonce du décès, les drapeaux de la municipalité de Mont-Joli sont en berne, et jeudi après-midi, tous les services municipaux de l'endroit seront fermés. Le corps du disparu ne sera pas exposé et ses cendres seront inhumées au cimetière de Sainte-Flavie, lieu de naissance de Jean-Louis Desrosiers.

Élu pour la première fois maire de Mont-Joli en 1978, et réélu sans opposition en 1986 et en 1990, Jean-Louis Desrosiers est vite devenu un intervenant régional de premier plan et un homme politique très influent dans l'Est du Québec.

À l'annonce de son décès, de vibrants témoignages lui ont été rendus par les députés fédéraux et provinciaux du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, ainsi que par les maires des princi-

pales municipalités du territoire.

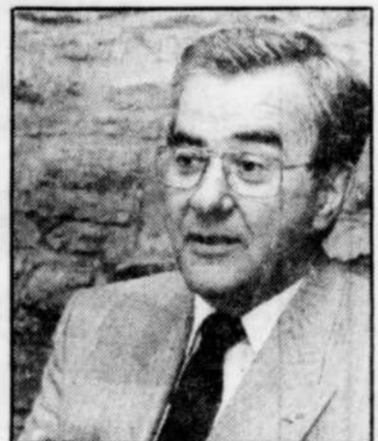
M. Ralph Mercier, maire de Charlesbourg et président intérimaire de l'UMQ, a loué le courage et la détermination de son prédécesseur à la direction de l'organisme. Appelé à remplacer M. Desrosiers en octobre dernier, il a apprécié ses qualités de « leader et de rassembleur ».

« Son énergie et sa détermination à défendre vigoureusement les intérêts des élus et de leurs concitoyens étaient remarquables, a-t-il souligné à la Presse canadienne. Cette détermination, il l'a aussi démontrée dans le combat personnel qu'il a mené contre la maladie. Jusqu'à la toute fin, il n'a cessé de se battre. » M. Mercier continuera d'assumer la direction de l'UMQ jusqu'au congrès de mai.

Outre ses nombreuses autres implications au niveau régional, que ce soit du côté sportif, so-

cio-récréatif que du monde de l'éducation, Jean-Louis Desrosiers s'est aussi distingué au plan provincial, notamment comme président de l'Ordre des Optométristes du Québec, de 1967 à 1976.

Le maire Jean-Louis Desrosiers était marié à Mme Christine Côté, et outre son épouse, il laisse derrière lui quatre filles et sept petits-enfants ainsi que son père, M. Antoine Desrosiers, âgé de 92 ans.



Le docteur Jean-Louis Desrosiers présidait l'Union des municipalités du Québec depuis mai 1990.

«Hydrogate» en république Dominicaine

MONTREAL (PC) — La compagnie nationale d'électricité de la républicaine Dominicaine soutient qu'Hydro-Québec International a « illégalement retiré une somme de 20 millions \$ » déposée par le gouvernement de cet État à la Banque Barclay, de New York, rapportait hier soir Radio-Canada.

Dans un reportage en provenance de Saint-Domingue, la

Rumeurs de pots-de-vin et accusation d'escroquerie

société d'État précise que ces fonds devaient servir de garantie à un contrat signé le 1er juin dernier entre Hydro-Québec et la république Dominicaine pour la remise en état du réseau de distribution électrique de Saint-Domingue, la capitale.

L'administrateur de la compagnie dominicaine, M. Perez Martinez, a accusé Hydro-Québec d'avoir tenté d'escroquer le pays parce que les tra-

vaux prévus dans le contrat n'ont même pas commencé. Il a en outre prétendu que le contrat avait été dénoncé par des experts de la Banque Mondiale.

Selon la rumeur publique en république Dominicaine, plusieurs hauts fonctionnaires, très proches collaborateurs du président, auraient aussi touché des pots-de-vin dans ce dossier.

Entre-temps, la population, qui est privée d'électricité plusieurs heures par jour, suit attentivement les rebondissement de ce que les commentateurs appellent déjà là-bas l'« Hydrogate », note le correspondant de Radio-Canada.

Il a été impossible hier d'obtenir les commentaires d'Hydro-Québec International, à Montréal.

CAVALIER 91

Stock 10577

- Vitres teintées
- Servofrein
- Servodirection
- Chauffe-moteur
- Radio AM/FM stéréo cassette
- Tapis avant et arrière
- Miroirs sport
- Transmission automatique

9 995 \$

* Préparation et rabais GM inclus - Transport et taxes en sus

MARLIN

Chevrolet Oldsmobile inc.

c'est grandement accueillant!

2145, boul. Charest Ouest, Québec 688-1212

Mario Moffet
Conseiller

Gaëtan Francoeur
Conseiller

Simon Nadeau
Conseiller

Réjean Gagné
Conseiller

Marcel Théberge
Conseiller

Daniel Dumont
Conseiller

Roch Grondin
Conseiller

Denis Fluet
Conseiller

Benoît Lizotte
Conseiller

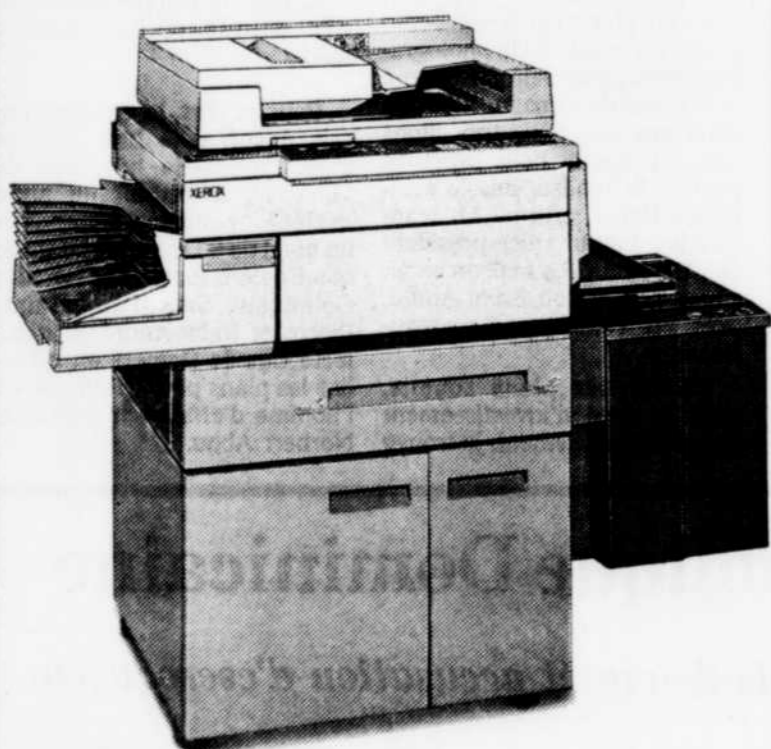
Mario Cloutier
Conseiller

Claude Lecter
Conseiller

Denis Pampalon
Conseiller

Roger Roy
Conseiller

Xerox Québec présente : le copieur 5034. Il réduit, agrandit et trie, est doté de l'alimentation continue, fait 28 copies à la minute, et vous est livré avec la Garantie de satisfaction totale. Génial !



XEROX SATISFACTION TOTALE GARANTIE

Chez Xerox, nous avons vos besoins à l'esprit quand nous fabriquons nos produits. C'est pourquoi nous offrons un copieur abordable qui peut copier pratiquement n'importe quoi rapidement et efficacement. En fait, le 5034 fait partie d'une série de copieurs Xerox que Buyers Laboratory Inc. a nommé "la famille de copieurs la plus remarquable en 1990."

L'une des caractéristiques les plus extraordinaires du 5034 de Xerox, et de tous les

autres produits que nous fabriquons, est notre garantie exclusive de 3 ans - la Garantie de satisfaction totale de Xerox. Quand vous achetez ou louez par crédit-bail l'un de nos appareils durs à la tâche, vous êtes tout à fait sûr qu'il vous donnera un rendement parfait, à chaque fois. Si vous n'en êtes pas totalement satisfait, nous le remplacerons. Et...c'est vous qui décidez si vous êtes satisfait.

Québec 657-1222
Les gens de documents

XEROX est une marque déposée de XEROX CORPORATION, utilisée par XEROX CANADA LTÉE en tant qu'usage inscrit. Les gens de documents est une marque de commerce de XEROX CORPORATION. Pour obtenir les détails complets sur la Garantie de satisfaction totale, communiquez avec Xerox.

Québec

LA POLITIQUE

Les dix ans du vérificateur Rhéal Chatelain

L'art de savoir jusqu'ou aller trop loin

Rhéal Chatelain a trouvé un pont qui ne menait nulle part (1985). Découvert près de 100 000 chèques de remboursement d'impôt jetés à la poubelle pour dégonfler artificiellement le déficit (1986). Démontré que l'État se trompait systématiquement dans l'évaluation des coûts de construction des routes (1990). Dénoncé que le déficit escamotait des centaines de millions de dollars (1988). Affirmé que les députés n'avaient pas les moyens de suivre à la trace leur gouvernement (1990).

par MICHEL CORBEIL
LE SOLEIL

Mais détrompez-vous. En bouclant la boucle de ses dix ans de mandat, M. Chatelain n'a pas l'impression d'abandonner la surveillance d'un bateau ivre. Si ses sorties ont fait les délices des médias, le vérificateur général continue de soutenir que la « machine » demeure sous contrôle et que des progrès considérables ont été accomplis dans sa conduite.

C'est ce bilan apparemment paradoxal que lègue ce chien de garde des dépenses publiques, à six mois de prendre sa retraite. Décidément, jusqu'à son départ, M. Chatelain aura su jusqu'ou aller trop loin.

Lui-même ne serait pas en désaccord avec la formule. Souriant et décontracté à une rencontre pour tracer les grandes lignes de son « testament », M. Chatelain l'a presque reprise lorsque appelé à tracer un portrait-robot de celui qui occupera son fauteuil avec, hasard des choses, vue directe sur l'Assemblée nationale.

« Le vérificateur doit pousser fort, mais sans casser la machine, explique-t-il avec des gestes aussi

vifs que son débit. Avec son mandat, il lui est facile d'être négatif, de démolir, d'amener le scandale sur la place publique. Mais cela peut devenir contre-productif. Il lui faut le sens de la mesure. »

Car, là-dessus, M. Chatelain est formel, le petit quelque chose qui fait de vous un bon vérificateur se trouve ailleurs que dans la technique du comptable agréé ou la grande expérience du gestionnaire capable de détecter ce qui cloche au premier coup d'oeil. « On ne peut légiférer le jugement d'une personne. Le secret résidera dans le choix de cette personne. »

Malgré les ratés

À l'heure des bilans, la sobriété transpire des propos de celui qui dit avoir pour père « un homme extrêmement positif » — à qui il continue d'envoyer religieusement les articles qui parlent de sa modeste personne — et qui s'est donné pour maître à penser Jim McDowell, ancien vérificateur du Canada et grand optimiste devant l'Éternel.

Premier constat qui détonne avec la lecture de ses rapports, M. Chatelain estime que la transparence est de plus en plus à l'ordre du jour du gouvernement. « On a



Rhéal Chatelain : « Le vérificateur doit pousser fort, mais sans casser la machine... Avec son mandat, il lui est facile d'être négatif, de démolir, d'amener le scandale sur la place publique. Mais cela peut devenir contre-productif. Il lui faut le sens de la mesure. »

peut-être l'impression qu'il y a autant de données cachées, mais c'est parce que plus on en donne, plus on en veut. » Nos dirigeants ne seraient-ils pas simplement plus habiles à dissimuler ? « Ah non, pas nécessairement, mais on est peut-être plus habiles à poser des questions plus pointues. »

Son propre rôle a évolué en ce sens. Le mandat élargi qui est sien depuis 1985 permet au vérificateur de mettre son nez en dehors de la fonction publique comme telle. Par exemple, le prochain rapport que signera son remplaçant contiendra des avis sur les commissions scolaires.

Constatation qui fera sourciller les nostalgiques des grands scandales mis au jour dans les années 1970, M. Chatelain soutient également que « la presse fait un bon boulot ». « Aggressive », « plus inquisitrice », elle « a accès à beaucoup plus d'informations aujourd'hui » et elle « en déterre ».

On ne s'en étonnera pas : M. Chatelain, qui dit jurer de l'indépendance et des budgets nécessaires à sa mission, refuse de régler des comptes, hypothétiques, avec les partis politiques. Pour lui, le Parti québécois et le Parti libéral ont cheminé dans le même sens de la clarté. Tout au plus, avance-t-il comme signe distinctif, les péquistes de René Lévesque auront-ils professé plus ouvertement la philosophie de la transparence tandis que les libéraux de Robert Bourassa — pragmatiques comme l'État-Provigo ? — ont amélioré l'information offerte.

Car même s'il a déploré, cette année, que le Trésor, les Finances et les « mandarins » donnent aux députés des documents ne leur permettant pas de vérifier vraiment ce que fait l'État, il soutient que « des progrès considérables ont été faits sur la présentation des états financiers ».

Le maillon manquant

Autre surprise, il trouve que la responsabilité reconnue aux hauts fonctionnaires pour leurs actes administratifs a grandement augmenté. « Bravo », ils « seront évalués selon leur performance en vertu d'attentes bâties sur les objectifs du gouvernement ». Notamment... le service aux citoyens.

Mais tout n'est pas parfait, loin de là. Il tire sa révérence sans avoir obtenu que les « mandarins » de la fonction publique soient obligés d'expliquer leur gestion devant des commissions parlementaires. C'est le « maillon manquant » pour rendre pleinement responsable ces dirigeants.

Des ministres influents comme Claude Ryan et Daniel Johnson combattent ce principe, invoquant qu'en régime parlementaire, la responsabilité ministérielle, c'est sacré. Pourtant, souligne M. Chatelain, qui croit inévitable l'adoption de cette idée, ce questionnement administratif se fait sans problème partout au Canada, y compris à Ottawa. Fait intéressant, s'il se refuse à blâmer les politiciens, il glisse une pointe de déception à l'endroit de ses pairs, le forum des sous-ministres qui se serait prononcé contre le principe.

Autre déception de son mandat, il remettra les clés de son bureau sans avoir connu l'adoption d'une loi-cadre sur les sociétés d'État. Elles disposent de la bagatelle de 10 milliards \$ et les règles de contrôle sont plus que lâches...

Dans ses terres

Loin des feux de la scène qu'il ne détestait pas à l'occasion, M. Chatelain se dirige vers la porte de sortie sans plan précis. Celui qui étire à chaque soir ses journées de travail écarte l'idée d'une nouvelle carrière. Tout au plus envisage-t-il « de rendre service », de prêter son concours « à quelques conseils d'administration ».

Il donne plutôt l'impression de rentrer dans ses terres qui ne seront pas celles de son Ontario natal. Si ses racines l'ont profondément marqué — son acharnement à trouver le mot juste en entrevue est typique des Franco-Ontariens et son gros bon sens trahit ses origines rurales dont il est si fier —, c'est à Québec qu'il se retire. En toute connaissance de cause. Il a travaillé 17 ans à Ottawa, 18 ans, ici. Notre homme, qui a aussi un baccalauréat en philosophie — ce qui a développé « son raisonnement et une facilité d'écrire qui fait cruellement défaut à ses compères vérificateurs —, ne s'en cache pas : « Québec est une ville tellement sympathique. Moi et ma femme, on reste ici. »

VENEZ PRENDRE L'AIR...

SUNBIRD 1991 AIR CLIMATISÉ

11 395\$*

Transmission automatique - 4 portes - 4 cylindres à injection - Sièges baquets ajustables - Essuie-glace intermittents - Chauffe-moteur - Servo freins - Servo direction - Pneus 14 pouces 4 saisons - Groupe lumière - Radio AM/FM stéréo - Vitres teintées - Moulures de carrosserie - Choix de couleurs.

ON DÉCAPOTE

FIREFLY 1991 DÉCAPOTABLE

10 995\$*

Ensemble intérieur de luxe - Moteur à injection - 5 vitesses - Enjoliveurs de roues de luxe - Radio AM/FM stéréo cassette - Sièges baquets inclinables - Miroirs gauche et droit - Essuie-glace intermittents - Moulures latérales - Choix de couleurs.

TRACKER 1991 DÉCAPOTABLE

12 495\$*

4 cylindres à injection électronique - 4 roues motrices - Sièges baquets inclinables - Ensemble instruments - Carpeet intérieure - Vitres teintées - Système de freinage arrière antiblocage - 5 vitesses manuelles.

giguère
PONTIAC • BUICK • CADILLAC
CAMIONS GMC

375, BOULEVARD HAMEL, QUÉBEC
529-6551

*Tous les rabais GM inclus. Face à Place Fleur de Lys

Au Québec en 1989

Hausse énorme des homicides et des délits sexuels

QUEBEC (PC) — Le nombre d'homicides et de délits d'ordre sexuel s'est accru de façon considérable au Québec en 1989 par rapport à l'année précédente.

Selon le dernier rapport annuel du ministère de la Sécurité publique, déposé à l'Assemblée nationale, le nombre d'homicides a augmenté de 44 % au Québec en

1989 par rapport à 1988, alors que les crimes à caractère sexuel ont connu une progression de 26 % au cours de la même période.

Il y a eu, en fait, 215 meurtres au Québec en 1989, comparativement à 149 en 1988. Durant

ce même laps de temps, le nombre de tentatives de meurtre a aussi grimpé de 254 à 283, soit un accroissement de 11 %.

Les agressions d'ordre sexuel se sont pour leur part chiffrées à 639 en 1989, comparativement à 507 l'année précédente.

D'autres types d'infractions assujettis au Code criminel ont con-

nu des hausses significatives au Québec en 1989. Il s'agit des vols d'automobiles (22 %), les vols de plus de 1000 \$ (14 %) et les vols qualifiés (11 %).

Secteurs en baisse

Alors que certaines infractions au Code criminel ont enregistré des hausses appréciables en 1989, d'autres types d'activités illicites ont connu des baisses tout aussi

spectaculaires.

C'est le cas notamment pour les jeux et paris illégaux. Le nombre d'infractions au Code criminel dans ce secteur a chuté de 55 % en 1989 par rapport à 1988, passant de 351 à 157.

Les domaines des armes offensives (-12 %), de la fraude (-11 %), de la prostitution (-10 %) ont également donné lieu à un nombre réduit d'infractions en 1989 en comparaison avec l'année précédente.

Globalement, le nombre total d'infractions au Code criminel commises en 1989 au Québec a augmenté de 2,7 % par rapport à 1988.

Taux de solution

En 1989, au Québec, sept crimes avec violence sur 10 ont été résolus par les différents corps policiers appelés à intervenir dans ce domaine (Gendarmerie royale du Canada, Sûreté du Québec et services policiers municipaux). C'est sensiblement la même performance que l'année précédente.

Le taux de solution des crimes

contre la propriété s'est aussi maintenu au même niveau en 1989 qu'en 1988, à 19 %.

Le pourcentage de résolution de l'ensemble des autres crimes a pour sa part quelque peu régressé durant la même période, glissant de 49 à 45 %.

Ce sont les régions du Bas-Saint-Laurent, du Nord du Québec, de la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine et de Chaudière-Appalaches qui enregistrent les meilleurs taux de solution de délits commis sur leur territoire. Dans ces régions, le taux de résolution est supérieur à 45 %.

La région de Laval se classe, quant à elle, loin derrière les autres régions du Québec avec un maigre taux de solution d'un peu plus de 15 %. Montréal et la Montérégie, les deux endroits les moins performants après Laval, font néanmoins presque deux fois mieux que cette dernière région.

Globalement, pour l'ensemble du Québec en 1989, le taux de solution des infractions au Code criminel a été de 36 %, soit une baisse de 2 % par rapport à 1988.

Les Canadiens prêts à payer plus cher pour l'environnement malgré la récession

Les Canadiens estiment que la protection de l'environnement devrait rester une priorité du gouvernement durant une récession même si cela se traduit par une reprise plus lente de l'économie. C'est ce que révèle un sondage Angus Reid/LE SOLEIL réalisé auprès de 1503 Canadiens entre le 12 et 20 mars.

Pour illustrer davantage l'importance que les Canadiens attachent à l'environnement, même au cours d'une période difficile, l'enquête mentionne que près d'un consommateur sur trois rapporte que les dépenses de leur ménage pour des produits qui tiennent compte de l'environnement ont augmenté depuis le début de la récession.

Une autre preuve que les « produits verts » trouvent preneur au Canada, c'est que la majorité des consommateurs disent qu'ils choisiraient quand même un « produit vert » plutôt qu'une autre marque si le produit qui protège l'environnement coûte 10 % de plus.

Priorité

Le public canadien n'est pas prêt de sacrifier l'environnement pour sortir plus rapidement de la récession. Le sondage Angus Reid a trouvé qu'au moins trois-quarts (76 %) des Canadiens sont d'accord avec l'énoncé suivant : « Le gouvernement devrait maintenir comme priorité la protection de l'environnement au cours de la récession, même si cela signifie une reprise plus lente. » Seule une minorité croit qu'une économie stagnante doit porter moins d'attention à l'environnement : 20 % des répondants ont partagé l'avis que « durant une récession le gouvernement devrait réduire son souci de la protection de l'environnement, et même peut-être rendre moins sévères la réglementation s'il veut rendre des emplois aux chômeurs. »

Les Canadiens de tous les secteurs de la société croient que la protection de l'environnement devrait rester une priorité de l'État durant une récession, malgré le fait que l'économie puisse recouvrer moins rapidement. Cette opinion est partagée dans toutes les parties du pays, allant de 65 % dans les provinces atlantiques à 80 % en Colombie-Britannique. Quant on s'arrête aux sous-groupes socio-démographiques, cet avis est moins répandu selon l'âge (de 81 % chez ceux de moins de 35 ans à 66 % chez les gens de plus de 55 ans) et tend à être plus populaire chez les plus scolarisés (66 % des sondés avec moins d'un cours secondaire sont d'accord comparativement à 80 % pour ceux qui ont un diplôme universitaire).

Produits « verts »

La présente récession n'a pas rendu les produits dits « verts » moins attirants pour les consommateurs canadiens. Plus d'un tiers (36 %) des Canadiens qui ont participé à ce sondage Angus Reid ont indiqué qu'ils ont dépensé plus d'argent pour l'achat de produits « verts » depuis le début de la récession l'automne dernier. C'est tout un contraste avec le très petit nombre de sondés - seulement 5 % - qui ont plutôt affirmé qu'ils ont dépensé moins pour ce type de produits au cours des six derniers mois. La majorité (58 %) ont rapporté aucun changement dans leur façon de dépenser dans leur

ménage pour des produits « verts » qui protègent l'environnement.

Un nombre significatif de consommateurs canadiens de toutes les sphères de la société signalent que leur ménage a augmenté ses dépenses d'achats de produits « verts » depuis le début de la crise économique il y a six mois. A noter que les différences varient selon les régions. Ces dépenses accrues ont été moindres au Québec et dans les provinces atlantiques (27 % et 28 % respectivement), mais dans l'ouest du Québec ce sont quand même quatre répondants sur dix qui ont dépensé davantage; dans toutes les régions, une solide majorité ont dit que leurs dépenses n'avaient pas varié.

Prêts à payer plus

Les consommateurs canadiens choisiraient d'acheter un produit « vert » plutôt qu'une marque régulière s'ils sont en tous points comparables sauf pour un prix de 10 % plus élevé pour le produit « vert ». Devant le choix de deux marques différentes d'un produit d'épicerie donné, qui sont pratiquement identiques sauf que le produit « vert » coûte 10 % de plus (3,30 \$ au lieu de 3 \$), au moins deux tiers des sondés (67 %) ont dit qu'ils achèteraient le produit « vert », deux fois plus que ceux qui ont indiqué préférer l'autre article et ainsi payer 10 % de moins (28 %).

Dans tous les secteurs de la population, une majorité choisit ce scénario. En tenant compte des régions, la proportion des répondants qui ont affirmé préférer le produit « vert » va de 55 % dans les provinces atlantiques à envi-

ron les trois-quarts des habitants de Colombie-Britannique (74 %) et d'Alberta (72 %).

Ce sondage Angus Reid/LE SOLEIL a été mené par téléphone auprès de 1053 Canadiens choisis pour refléter la composition de la population du pays selon l'âge et le sexe. Avec un tel échantillonnage, les résultats sont précis à 2,5 % près, 19 fois sur 20.

ENCORE PLUS...



AVIS

à tous les propriétaires de

HONDA

1986-1987

ANTIROUILLE GRATUIT

chez



687-2525

Contactez notre département de service pour plus d'information.

Le client doit être éligible au programme Honda.

2000, boul. Charest Ouest, Sainte-Foy

Le Mouvement Québec 1991 veut un référendum dès maintenant

SEPT-ÎLES — Le Québec en a plein les bottes de ces discussions constitutionnelles interminables où le Canada dit toujours NON et c'est dès maintenant qu'il lui faut être en mesure de choisir la souveraineté par référendum.

par MARC SAINT-PIERRE
LE SOLEIL

C'est ce qui se dégage des propos formulés par le porte-parole du Mouvement Québec 1991, Ghislain Fournier, ces derniers jours, à Sept-Îles.

Conseiller municipal à Sept-Îles et connu comme souverainiste inconditionnel, M. Fournier prenait la parole justement à l'occasion du lancement du Mouvement Québec 1991 sur la Côte-Nord. Un lancement auquel ont entre autres pris part en bloc les représentants nord-côtiers des centrales syndicales FTQ, CSN et CEQ.

Non partisan, ce mouvement Québec 1991 qui fait déjà tache d'huile dans la région de Québec et au Saguenay-Lac-Saint-Jean souhaite un référendum sur la souveraineté dès cette année.

M. Fournier a noté que la Commission Bélanger-Campeau en est venue à un consensus fixant à 1992 au plus tard la tenue d'un référendum sur la souveraineté. S'il perçoit là un bon point, M. Fournier n'en assimile pas moins ce délai à une nouvelle perte de temps.

Pour lui, il est clair que les carottes sont cuites pour un éventuel renouveau constitutionnel depuis que le Canada anglais a rejeté les cinq petites conditions du Québec lors de l'échec des pourparlers du lac Meech.

« Il est illusoire, sinon ridicule, de penser que de nouvelles demandes du Québec, entre autres les 26 du rapport Allaire, puissent être entendues par le Canada », a

ajouté M. Fournier.

De l'avis du porte-parole de Québec 1991, la Côte-Nord entend

continuer de faire sa part dans cette quête d'un pays que mènent les Québécois depuis toujours.

VOTRE FOURRURE

AURA BESOIN DE NOS SOINS

TARIFS D'ENTREPOSAGE*

Fourrure d'une valeur de

1 000 \$	30 \$
2 000 \$	42 \$
3 000 \$	52 \$
4 000 \$	62 \$

POUR l'ENTREPOSAGE de votre fourrure, consultez le spécialiste ATELIER G.R. inc.

- confection
- réparation
- transformation
- fabrication de pelisses avec design personnalisé



ENTREPOSAGE ET NETTOYAGE DE FOURRURES
 VOUTE REFRIGEREE
LUSTRE

*TPS incluse ESTIMATION GRATUITE

* Une assurance incluse couvrant votre fourrure en tout temps et en tout lieu

SERVICE DE CUEILLETTE ET LIVRAISON SANS FRAIS

ATELIER G.R. inc. (418) 627-3809

2585, avenue Dumas, Québec

CONFÉRENCES

DÉMONSTRATIONS

À partir de 19h30
Entrée gratuite

Mardi 2 avril
Acupression
Massage californien
Trager
Antigymnastique
Mercredi 3 avril
Formation professionnelle en massage californien et amma
Jeudi 4 avril
Relaxation
Yoga
Visualisation créatrice
Vivre mon corps

JOURNÉES PORTES OUVERTES
Massages à prix modique
Amma, californien, trager (3/4 h) 20\$
Massage assis 15\$

Mercredi 3 avril de 16h à 22h
Jeudi 4 avril de 16h à 22h
Vendredi 5 avril de 12h à 22h
Réservez votre place!

L'ATTITUDE
CENTRE DE RELAXATION ET DE MASSOTHÉRAPIE
71, Crémazie o. Québec 418.522.0106

VOTRE FOURRURE

MÉRITE CE QU'IL Y A DE MIEUX EN MATIÈRE

D'ENTREPOSAGE.

CONFIEZ-LA AUX SERVICES PERSONALISÉS

D'ARTHUR JOBIN FOURRURES.

- 75 ans d'expérience
- Voutes à température contrôlée
- Inspection et estimation gratuites des réparations
- Cueillette et livraison sur demande
- Et des prix des plus compétitifs
- CRÉDIT DE 10% AU COMPTOIR si vous venez chercher votre fourrure avant le 1er novembre 1991.

Fabrication d'une pelisse avec votre fourrure à partir de 790.00\$

Arthur Jobin INC

FOURRURES

MAIL CENTRE-VILLE QUÉBEC 525-4681

La TPS «s'applique» à la récession...

OTTAWA (PC) — La TPS a prolongé la récession, l'a rendue plus douloureuse à supporter et pourrait retarder une reprise jusqu'à la fin de l'année, a signalé hier un économiste.

«Selon l'évolution des indicateurs économiques américain et canadien, on peut s'attendre à ce que l'économie ne retrouve pas la pente ascendante durant le troisième trimestre, mais possible-

ment durant le quatrième», a noté Robert Boaz, économiste en chef chez les courtiers en valeurs mobilières Deacon Barclays de Zoete Wedd.

Le rapport dévastateur de la semaine dernière, selon lequel l'activité économique s'est contractée de 0,9 % en janvier — deux tiers de ce ralentissement pouvaient être reliés à la TPS — a pris la majorité des économistes par surprise.

Reprise non impossible

C'est ainsi que ce chiffre a

obligé M. Boaz à réviser les prédictions optimistes faites ces dernières semaines par certains économistes jugeant que la récession était presque terminée.

«Tout le monde parle d'un niveau minimal qu'atteindra bientôt la récession. Or, rien ne suggère que nous soyons maintenant près d'un seuil inférieur», a-t-il dit.

Jusqu'ici, il n'y a en effet aucune preuve certaine d'une reprise prochaine, a pour sa part concédé George Vasic, économiste en chef du bureau de recherche indépen-

dant DRI Canada.

Taux d'intérêt stabilisés

M. Vasic a noté que le ministre des Finances Michael Wilson ne désire pas que les taux d'intérêt baissent à un niveau trop bas puis repartent à la hausse ensuite, particulièrement alors qu'une élection fédérale est prévue pour 1992 et 1993.

«Il y a de bonnes chances que nous ayons vu tout le déclin possible des taux d'intérêt», a remarqué M. Vasic.

Depuis le libre-échange

Pas plus de fermetures d'usines au Canada

TORONTO (PC) — L'accord de libre-échange aurait incité les entreprises canadiennes à réduire leurs investissements aux États-Unis pour placer leurs capitaux davantage au Canada au cours des deux années qui ont précédé l'actuelle récession.

C'est ce que révèle une étude récente dont les conclusions vont à l'encontre de l'opinion répandue selon laquelle le libre-échange a été responsable de nombreuses

ouvertures et fermetures d'usines.

Menée par la firme KPMG Peat Marwick Thorne, l'étude démontre qu'en 1990, les compagnies canadiennes ont investi 30 \$ au Canada pour chaque dollar dépensé en fusions ou acquisitions à l'étranger. En 1988, soit l'année précédant la ratification de l'accord de libre-échange, cette proportion était de 10 \$ pour chaque dollar dépensé à l'étranger.

Il faut souligner que les données de 1988 ont été gonflées par plusieurs transactions d'envergure, dont la prise de contrôle de Federated Department Stores par Campeau Corporation, au coût de 6,6 milliards \$.

L'an dernier, il n'y a eu aucune acquisition majeure par des Canadiens, exception faite de la prise de contrôle de la firme d'équipements de télécommunication britannique STC PLC par Northern Telecom, au coût de 2,6 milliards \$.

Néanmoins, si on se fie à l'étude, l'augmentation relative des investissements au pays indiquerait que les entreprises canadiennes allaient à contre-courant. Dans la plupart des pays industrialisés, dont les États-Unis, le Japon et l'Allemagne, la proportion d'acquisitions étrangères par rapport aux investissements sur le marché intérieur était plus élevée en 1990 qu'en 1988. Le Royaume-Uni était une des exceptions.

Avec un dollar coûteux, des coûts de main-d'œuvre élevés et un manque de compétitivité économique, on aurait pu s'attendre à ce que le Canada dépense davantage en acquisitions étrangères, lui aussi. Au lieu de cela, la valeur des acquisitions à l'étranger a été de 4,2 milliards \$ US en 1990, contre 123,6 milliards \$ d'investissements dans l'économie canadienne.

Pour M. Phil Doherty, responsable de Corporate Finance chez Peat Marwick Thorne, d'autres facteurs que le libre-échange ont joué un rôle, y compris une réticence à effectuer des acquisitions à l'étranger à l'approche de la récession et des difficultés de financement, de même qu'une prise de conscience de la nécessité de dépenser davantage pour améliorer la compétitivité des entreprises canadiennes.

Mais il convient que la proportion des investissements au pays a augmenté à cause du libre-échange.

Au Québec comme en Lettonie

OTTAWA (PC) — Des républiques baltes indépendantes ne seraient pas plus viables économiquement qu'un Québec indépendant, estime l'ambassadeur soviétique à Ottawa, en poste depuis janvier dernier. «Si, par exemple, j'estime que le Québec ne pourrait pas être indépendant économiquement, j'en pense de même pour nos républiques baltes», a expliqué M. Richard Ovinnikov, dans une entrevue en anglais.

Elles (les républiques baltes) sont liées à l'Union soviétique. Personne n'achètera leurs produits parce qu'elles ne sont pas compétitives. Imaginez si elles étaient indépendantes. Elles seraient obligées d'acheter leur pétrole à l'étranger, au prix du marché. «Elles feraient faillite dans quelques semaines», a estimé l'ambassadeur de 61 ans.

Pressé d'élaborer sur la viabilité économique d'un Québec indépendant, M. Ovinnikov, visiblement conscient d'un éventuel faux pas diplomatique, a fait rapidement marche arrière. «Je pense cela pour le Québec, mais ce n'est que mon hypothèse personnelle.» Les mouvements séparatistes des républiques baltes — Lituanie, Estonie et Lettonie — réclament depuis des mois leur indépendance. Selon les résultats de récents référendums, qualifiés par Moscou de simples «sondages», une écrasante majorité de leur population ont opté pour l'indépendance face au pouvoir central de l'Union.

Gagnez une semaine de frais de garderie

CGECO



En semaine, à 9h13 et 13h13, il vous suffit de nommer 3 chansons entendues sur nos ondes le matin même entre 7h et 9h...

Et nous rembourserons instantanément vos frais de garderie jusqu'à concurrence

\$93

Du lundi au vendredi... au 93!

PROGRAMME DES CONFÉRENCES

MERCREDI, 3 AVRIL

13h00 à 14h00
Le pouvoir de l'information dans les affaires.
M. Jean Payeur, Bibliothèque de Québec/secteur gens d'affaires
14h30 à 15h30
Savez-vous calculer la T.P.S.?
M. Claude Ross, Systèmes comptables Fortune 1000
La télématique, un outil au service de l'entreprise.
Mme Lucie Rivard et M. Richard Hotte, Télé-Université
16h00 à 17h00
Logiciel spécialisé dans le domaine de la chaussure et du vêtement, adapté au logiciel de comptabilité Advantage.
M. Jérôme Dubé, Micro Data B.R.
La recherche et la gestion instantanées de votre information.
M. Alain Paquin, Ardilog inc.

JEUDI, 4 AVRIL

11h15 à 12h15
Communication modem à partir d'un véhicule.
M. Alain Vaillancourt, Cantel, et M. Jacques Veillette, Computerland
13h00 à 14h00
Le système d'exploitation 7.0 d'Apple.
M. Pierre Moisan, Apple Canada
Hugo Plus: son ascension.
M. Robert Martin, Logidisque
14h30 à 15h30
Qu'est-ce qu'un système de gestion de base de données relationnelles (SGBD) Intelligent?
M. Everett Vass, Ingres (Canada) Ltée
Logiciel de contrôle et d'assistance pour la fabrication fromagère.
M. Robert Massella, Centre STELA - Université Laval
16h00 à 17h00
Édition électronique avec QuarkXPress 3.
M. Étienne Girard, Service de l'éducation des adultes, CEGEP Sainte-Foy
Vos affaires nous intéressent au Ministère Approvisionnement et Services.
Mme Solange Laprise, M. Saul Fortin et Mme Danielle Gagnon, Ministère Approvisionnement et Services.
18h00 à 19h00
Mobidata Communications et le suivi de la technologie. MM. Jacques Robichon et Aldo Rizzi, Mobidata Communications

VENDREDI, 5 AVRIL

11h15 à 12h15
Cadd et Postscript
MM. Didier Gombert et Marc Lauzier, QMS Canada inc.
13h00 à 14h00
La récupération et le recyclage du verre de mousse.
M. Richard Beaulieu, Pause Café Idéal
Gestion de la production assistée par ordinateur: 'Principes d'implantation'
M. Yves C. Munger, Centre de CFAO
14h30 à 15h30
Exemples d'utilisation d'une base de données relationnelles.
M. Everett Vass, Ingres (Canada) Ltée
Solutions comptables haut de gamme et ACCPAC PLUS.
M. Alain Beaudry, Caron, Bélanger, Ernst & Young
16h00 à 17h00
Vols et données à l'ère nouvelle.
M. Eric Dubeau, Gestion informatique Dubeau

À NE PAS MANQUER

PLUS DE 100 EXPOSANTS!
Le Salon Informatique/Affaires de Québec est le plus grand et le plus important événement informatique dans la capitale québécoise. Le Salon présentera cette année plus de 100 exposants d'équipements, de logiciels et de services informatiques et de bureautique.

CARREFOUR PRODUCTIF
Le Carrefour Productif est une aire de démonstration à l'intention des industriels et des professionnels de l'informatique. Il constitue une vitrine technologique des réalisations du service-conseil de la région de Québec.

QUIZ PME Fortune 1000:
Une présentation d'informatique Jean Gagné. Jeu questionnaire informatique qui met à l'épreuve vos connaissances administratives. 10 000 \$ de valeur en prix.

LE THÉÂTRE COMPUTER ASSOCIATES:
Les éléments essentiels de l'informatisation de votre système comptable. Une série de séminaires et démonstrations présentée, à chaque jour du Salon, par Computer Associates et les installateurs professionnels ACCPAC Plus.

LIGNE DE RENSEIGNEMENTS INFO SALON:
La nouvelle ligne de renseignements informatisée permet à nos visiteurs d'obtenir des réponses à toutes leurs questions reliées au Salon.
(418) 682-8764



LES EXPOSANTS DU SALON
LE COMMERCE EN LIGNE



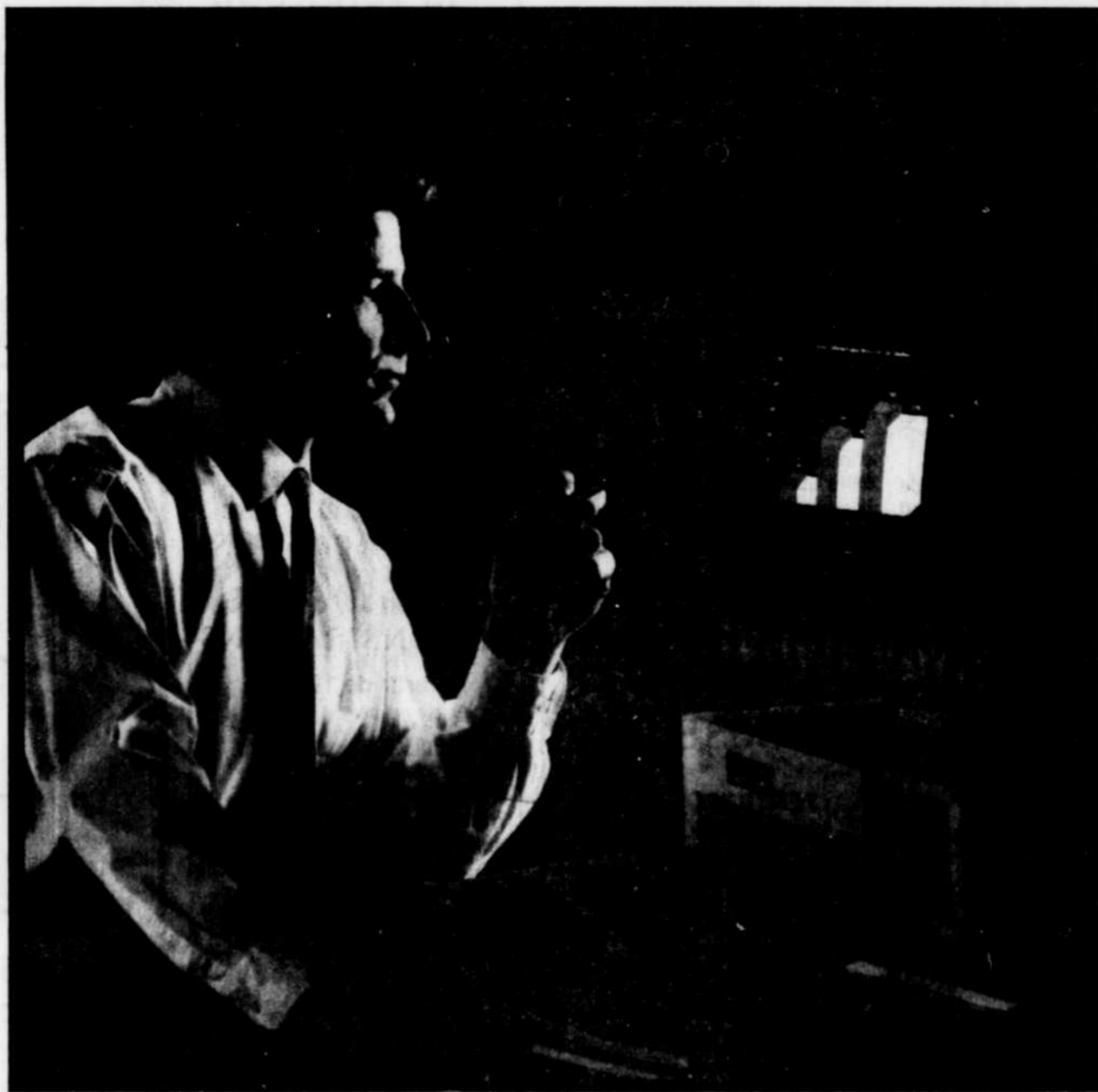
IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!

COIP/PRODUITS MECANIKES



Centre québécois pour l'informatisation de la production

PROFESSIONNELS À L'OEUVRE



salon Informatique/Affaires de Québec

AU CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC

LE 3 AVRIL DE 11H00 À 20H00

LE 4 AVRIL DE 11H00 À 20H00

LE 5 AVRIL DE 11H00 À 18H00

INSCRIPTION: 7,00\$

(418) 525-6729

Seuls les professionnels et les gens d'affaires, âgés de 18 ans et plus, seront admis au Salon.

LE MONDE

Assassinat de celui qui privatisait l'ex-RDA

BONN (Reuter, AFP) — M. Detlev Rohwedder, responsable de la privatisation de l'économie de l'ancienne RDA, a été assassiné hier soir dans son appartement d'Oberkassel, dans la banlieue de Dusseldorf, a annoncé la police. Il a été tué par balles et son épouse a été légèrement blessée.



La victime, M. Detlev Rohwedder.

reconstruction économique de l'ancienne Allemagne de l'Est», a ajouté M. Vogel.

Série noire

Selon le Parquet fédéral, cet attentat a été revendiqué dans un appel téléphonique à une agence de presse à Paris par un homme se réclamant de la Fraction armée rouge (RAF).

Le dernier attentat revendiqué par la RAF remonte au 13 février dernier. Des inconnus avaient tiré plus de 250 coups de feu contre l'ambassade des États-Unis à Bonn. L'attentat n'avait fait aucune victime et occasionné que des dégâts mineurs.

Le chancelier Helmut Kohl — que 84% des Allemands de l'Est, selon un sondage, désavouent pour avoir manqué à ses engagements économiques de l'autonomie — a été profondément affecté par cet assassinat, a déclaré le porte-parole du gouvernement allemand, M. Dieter Vogel.

«Il n'y a probablement aucun autre homme en Allemagne qui ait autant travaillé pour poser les fondations de la

reconstruction économique de l'ancienne Allemagne de l'Est», a ajouté M. Vogel.

Quelques heures avant l'assassinat, la police avait annoncé qu'un mystérieux groupe, la «Bande sauvage Thomas Muenzer», du nom d'un des chefs des guerres paysannes du XVIe siècle en Allemagne, avait revendiqué deux attentats à la bombe vendredi au siège berlinois de l'agence Treuhand, chargée des privatisations des sociétés publiques de l'ex-RDA.

Dans des lettres envoyées à des agences de presse, le groupe écrivait que Treuhand cherchait «à liquider le plus grand nombre possible d'entreprises». Depuis la réunification allemande et la vague de chômage qui l'a suivie à l'Est, Treuhand a été très critiquée pour la fermeture de plus de 300 usines et la privatisation, avec des effectifs réduits, de plus d'un millier d'autres entreprises.

Six mois après l'unification, un Allemand de l'Est sur trois est chômeur.

Premières élections libres en Albanie depuis 1946

Les communistes réélus mais sans Alia

TIRANA (AFP, AP) — Le Parti communiste albanais a remporté près de deux tiers des 250 sièges du Parlement, dimanche, lors des premières élections libres en Albanie depuis 1946. L'opposition a toutefois fait son entrée au parlement, marqué des points dans les villes et surtout battu le président Ramiz Alia.



Le président Ramiz Alia avant sa défaite.



L'oppositionniste Sali Berisha fera son entrée au parlement.

Selon des informations données par la télévision albanaise, le Parti albanais du travail (communiste au pouvoir) dispose déjà de 156 sièges, le Parti démocratique (principale force de l'opposition) de 67 sièges et l'association de défense de la minorité grecque Omonia de trois sièges.

Près de 2000 personnes sympathisants du Parti démocratique ont manifesté hier devant le siège du parti pour protester contre la victoire des communistes, «les élections truquées», le fait que l'Albanie reste dans le camp staliniste.

Le Parti démocratique doit rendre publique demain une liste des irrégularités relevées pendant le scrutin: «Au vu de l'ampleur de ces irrégularités, nous déciderons si nous devons ou non considérer ces élections comme valides», a indiqué M. Sali Berisha, un cardiologue de 46 ans, l'un des dirigeants élus de cette formation.

«Nous ne voulons pas de démocratie avec les communistes,

nous ne voulons pas travailler pour les communistes, crieait la foule. Il existe un grand risque de voir ce mécontentement déboucher sur des violences et des troubles, d'autant que n'existe pratiquement plus la soupape de sécurité que constituait la fuite à l'étranger», a indiqué un haut fonctionnaire albanais sous couvert de l'anonymat.

Défaite de Ramiz Alia

M. Xhelil Gjoni, secrétaire du comité central du PC, ne s'est pas attardé sur la défaite dans la capitale du numéro un albanais Ramiz Alia, 66 ans, annoncée par le Parti démocratique dans la nuit de dimanche à lundi et toujours pas confirmée près de 24 heures après la clôture du scrutin. Communiste

réformateur, Alia entre-temps continuera, selon Gjoni, de diriger le Parti.

Dans les milieux officiels albanais, la satisfaction est mitigée et la majorité absolue acquise au Parlement ne suffit pas à masquer la gêne due à l'éviction de Ramiz Alia et de plusieurs autres hauts dirigeants: le ministre des Affaires étrangères, Muhamet Kapllani, le secrétaire du comité central Spiro Dede et le président de la commission électorale, Rexhep Mejdani.

Le cas de M. Alia est le plus spectaculaire, le numéro un albanais ayant été battu par un candidat parfaitement inconnu, l'ingénieur Franko Krroqi, devenue depuis dimanche l'une des idoles des militants du Parti

démocratique.

Au sein de l'opposition, on manifestait de la satisfaction pour être parvenu à faire tomber Ramiz Alia, mais aussi de l'amertume devant le résultat général des élections.

Alors que les résultats complets du premier tour des élections législatives n'étaient pas connus hier soir, il apparaissait clairement que le Parti démocratique avait conquis l'électorat des villes, alors que le Parti communiste conservait son emprise sur le monde rural.

Un élément déterminant dans ce pays, le plus pauvre d'Europe (850\$ de revenu annuel par habitant), où 65% des 3,2 millions d'habitants vivent encore à la campagne.

Le gouvernement albanais, est déjà confronté à une crise économique sans précédent et aux bouleversements provoqués par l'exode de quelque 60 000 Albanais en Grèce, en Italie et en Yougoslavie.

Le prétendant au trône d'Albanie Leka Ier a qualifié hier de «fraude» les législatives albanaïses et demandé aux pays occidentaux de cesser toute aide au gouvernement albanais tant que de «vraies élections» n'auraient pas eu lieu.

Une délégation de responsables américains doit cependant entamer demain une première, soit une visite de dix jours en Albanie destinée à évaluer les besoins de ce pays en aide humanitaire.

CONVERSATION ANGLAISE

LPS

681-6375



- Individuel
- Groupe (4 à 8 élèves)
- Cours à domicile avec cassettes VIDÉO

VERRES DE CONTACT CLINIQUE D'OPHTHALMOLOGIE RICHARD

1045, chemin Ste-Foy
QUÉBEC
Face Hôpital St-Sacrement

Gaëtan Richard, md
FRCS(C)

683-4450

Ne soyez pas pris de vitesse par le mois d'avril.

H&R Block vous fournit toute l'aide qu'il vous faut pour produire votre déclaration avant la date limite!

L'équipe fiscale de



Mettez-nous au travail pour vous!

15 succursales pour vous servir

Ouvert de 9h à 21h les jours de semaine et de 9h à 17h le samedi. Consultez les pages blanches pour le bureau le plus près de chez vous. Cartes MasterCard et Visa acceptées dans la plupart des bureaux de la région.

1305, chemin Sainte-Foy 688-7243

Aussi, ces bureaux pendant les heures normales des magasins



Autres bureaux de la région
Saint-Agapit 888-5551
Saint-Anselme 885-9466

Le trench-coat de voyage

L'imperméable idéal est d'un entretien facile et se prête aux activités les plus diverses. Il est aussi robuste que l'homme qui le porte.

Nous avons créé le trench-coat de voyage.

Fait avec art à partir d'un nylon froissé robuste, il résiste à la pluie, au vent et aux journées les plus harassantes. Nous l'avons paré des détails classiques qui distinguent le vrai du faux: manches raglan, pattes aux épaules, boucles de



metal antique et empiècement profond boutoné. Il se caractérise également par une coupe longue et généreuse (50 po) et s'ajoute à merveille à toute garde-robe professionnelle ou decontractée.

Si vous recherchez un imperméable qui convient avec élégance à toutes les occasions, optez pour notre trench-coat de voyage. Offert en noir ou olive, dans un vaste choix de tailles. Seulement chez Holt Renfrew

Seulement 188 \$...

Et seulement chez Holt Renfrew.

PLACE SAINTE-FOY, 656-6783 • Ouvert les jeudis et vendredis jusqu'à 21 h et les samedis jusqu'à 17 h.

Tentative de mutinerie en faveur de Saddam Hussein Deux marins américains en cour martiale

SUBIC BAY, Philippines (Reuter, NYTNS) — Deux marins américains de confession musulmane de la base de Subic Bay, aux Philippines, comparaitront en cour martiale pour tentative de sabotage d'un porte-avions américain pendant la guerre du Golfe.

Abdul Shaheed, 22 ans, et James Moss, 21 ans, ont donné hier une conférence de presse dans un cinéma de la base navale améri-

caine pour démentir les accusations portées contre eux.

Les deux marins sont accusés d'avoir tenté de gagner l'appui de leurs 5000 collègues du *Ranger* pour un plan visant à prendre en otage le commandant, le Capitaine Ernest Christensen, et à saboter la rampe de lancement du porte-avions au début de la guerre du Golfe en janvier.

La marine argue qu'une telle entreprise se voulait un appui « à la guerre sainte musulmane (jihad) parrainée par le président irakien Saddam Hussein contre les Etats-Unis ».

« Je n'ai jamais soutenu l'Irak ou Saddam Hussein, je me suis toujours opposé à Saddam Hussein, à l'Irak et à la guerre en général », a déclaré James Moss. « Mon seul désir maintenant, a-t-il ajouté, est de quitter les forces armées à cause de mes convictions religieuses ».

Son co-inculpé s'est, lui, présenté comme une « victime d'une incroyable exagération, de l'hystérie et de la paranoïa ». Il a expliqué qu'il avait été mis aux fers alors qu'il était en train de prier à bord du porte-avions *Ranger*, la nuit où la guerre a éclaté, le 17 janvier dernier.

La date du procès des deux Noirs américains, notamment inculpés de « provocation à la subordination » et de « tentative de mutinerie », n'a pas été fixée.

C'est l'amiral Thomas A. Mercer, commandant des forces américaines aux Philippines, qui a fait en sorte de traduire ces deux marins devant la cour martiale.



De confession musulmane, les marins Abdul Shaheed et James Moss, du porte-avions « Ranger », évoquaient leur innocence hier devant la presse.

Quinze jeunes Américains sur 100 seraient suicidaires

NEW YORK (AFP, AP) — Six jeunes Américains sur cent ont tenté de se suicider et 15% affirment avoir été sur le point de le faire, selon un sondage Gallup publié hier.

Parmi ceux qui ont connu un jeune suicidaire, 39% précisent qu'ils n'avaient remarqué aucun signe avant-coureur, contre 31% qui disent le contraire.

M. Gary Hoeltke, un analyste de Gallup et ancien psychologue scolaire, a indiqué que ce sondage concordait avec les éléments statistiques connus. Avec 6000 décès annuels, le suicide est la troisième cause de mort des jeunes Américains.

L'expert a ajouté que le sondage sous-estime le problème global du suicide chez les jeunes parce que les répondants représentaient davantage un groupe de familles relativement à l'aise et incluant une majorité de Blancs.

La musique qui adoucit les moeurs!

Pour vivre en paix, DENIS MUSIQUE inc. vous propose une incursion dans l'univers de la sonorité et des harmonies.

15% A 30% DE RABAIS SUR TOUS LES PIANOS EN MAGASIN

Technics PIANO DIGITAL SX-PR250

Baldwin SAMICK

DENIS MUSIQUE

Place Cartier, 740, boul. Charest Est, 522-4784

SUPER SOLDE FRC 683-2338

Jusqu'au 7 avril

VENTE • LOCATION • GROS • DÉTAIL • BUREAUX • CHAISES • CLASSEURS • MACHINES À ÉCRIRE • TABLES • BIBLIOTHÈQUES	FAUTEUIL DE BUREAU à partir de 35\$	BUREAU 30 x 60 po en chêne 75\$	CHAISE STENO à partir de 25\$
	BIBLIOTHÈQUE EN MELAMINE	CHAISES EMPILABLES GLOPEX à partir de 189\$	CLASSEURS VERTICAUX 2, 3, 4, 5 tiroirs à partir de 1249\$
	BUREAU 30 x 60 po	NEUFS CHAISE DE DIRECTION GLOPEX N° 150 1399\$	CLASSEURS A PLAN 5 tiroirs à partir de 2249\$
	TABLES PLIANTES 799\$	CHAISE GLOPEX N° 2000 999\$	ECRANS remboursés à neuf 1099\$
			à partir de 999\$

AMEUBLEMENT DE BUREAU FRC INC. 720, SAINT-VALLIER OUEST, QUÉBEC 683-2338

Déjouez la météo.

Dans un monde parfait, les conditions de route seraient idéales: beau ciel bleu, 21°C avec brise légère, chaussée impeccable, jour après jour.

Dans un monde parfait, évidemment, les avantages des quatre roues motrices de Jeep ou de la transmission totale de Eagle ne vous serviraient à rien.

Et vous n'auriez pas besoin non plus de la tranquillité d'esprit que procurent les freins antiblocage de Jeep et de Eagle.

Mais... qui a dit que le monde était parfait?



JEEP YJ "S"
A partir de **11 825 \$***

- système 4 roues motrices convertible à la volée
- garantie 7/115**
- moteur le plus puissant de sa catégorie
- fait pour rouler cheveux au vent

EAGLE PREMIER
Au choix **2 000 \$** DE REMISE ou taux de crédit du fabricant*

- boîte de vitesses 4 rapports automatique standard
- garantie 7/115**
- berline style européen
- moteur V6 de 3.1 standard
- freins antiblocage en option

JEEP CHEROKEE
Au choix **1 000 \$** DE REMISE ou taux de crédit du fabricant*

- système de 4 roues motrices convertible à la volée
- garantie 7/115**
- 2 ou 4 portes
- moteur 4.1 grand rendement en option
- freins antiblocage en option

EAGLE TALON
A partir de **15 100 \$***

- transmission totale en option
- garantie 7/115**
- boîte manuelle 5 vitesses surmultipliée
- performance de 16 soupapes DAC 1
- turbo à échangeur thermique en option

*Offres mutuellement exclusives sur certains véhicules et pour usage personnel seulement. Le crédit est soumis à l'approbation de Credit Chrysler Canada Ltée. En vigueur entre le 25 mars 1991 et la date à laquelle Chrysler Canada Ltée mettra fin au programme. Offres valables seules. Les quantités sont limitées. Le concessionnaire peut devoir commander. Voir un concessionnaire pour les détails sur des véhicules spécifiques. Transport pour le YJ (60\$); Transport pour le...

Actifs gelés des agents de l'Irak

WASHINGTON (Reuter, AFP) — Les États-Unis ont gelé hier les actifs de près d'une centaine d'entreprises et d'intermédiaires agissant pour le compte du président irakien Saddam Hussein, qui se serait constitué un véritable réseau clandestin d'achats d'armes et de services financiers ces 10 dernières années.

Les avoirs des 52 entreprises et 27 personnes concernées par cette décision de Washington pourraient servir à rembourser les dommages de guerre dus par l'Irak après le conflit du Golfe.

Les entreprises identifiées par le secrétariat au Trésor vont d'une usine de machines à coudre en Italie à une société de systèmes d'air conditionné en Grande-Bretagne, en passant par une banque au Brésil.

La publication de cette liste de sociétés et d'individus, soumis désormais aux règles de l'embargo décidé en août dernier par les États-Unis, «porte un coup au réseau souterrain» construit par l'Irak dans le monde en matière de «commerce d'armes» et d'«opérations financières clandestines», a affirmé le secrétaire adjoint au Trésor, M. John Robson.

Ces «agents» de l'Irak sont domiciliés un peu partout dans le monde. Mais la Grande-Bretagne arrive largement en tête avec 32 entreprises et 13 individus domiciliés dans ce pays. Parmi les autres pays cités, on retrouve notamment, outre l'Irak, de nombreux pays arabes (Liban, Jordanie, Égypte...), européens (Allemagne, Italie...) et le Brésil. Seules deux entreprises situées aux États-Unis figurent sur la liste.

Des agents de Bagdad

Toutes les transactions avec ces «agents» sont ainsi interdites à moins d'une autorisation du département du Trésor. Mener des activités avec ces sociétés ou ces personnes est «équivalent à avoir des activités avec le gouvernement irakien», a souligné le Trésor, en notant que les contrevenants peuvent être condamnés à



Une jeune fille transportait hier sa petite soeur sur ses épaules dans un camp de réfugiés de la frontière irako-koweïtienne où des citoyens irakiens fuient la répression de Bagdad contre les chiites du sud et les kurdes du nord.

une amende allant jusqu'à un million \$ et à une peine de prison d'une durée maximale de 12 ans.

Le département du Trésor a en outre publié une liste de 160 bateaux commerciaux appartenant à l'Irak ou «contrôlés» par ce pays.

Les listes publiées hier sont le résultat d'une enquête en cours effectuée par le département du Trésor et pourraient donc s'allonger.

Le Trésor a d'ailleurs créé une ligne de téléphone spéciale pour permettre aux personnes ou entreprises ayant des informations sur d'éventuels agents irakiens de lui fournir ces renseignements. «Tous les appels seront tenus confidentiels», a précisé le Trésor.

Le Koweït a accusé Saddam Hussein et sa famille d'avoir détourné plus de 10 milliards \$ hors de son pays en prélevant un pourcentage des revenus pétroliers irakiens.

Bush et la démocratie

ISLAMORADA, Floride (d'après AFP) — Le président américain George Bush a souligné la nécessité d'une évolution démocratique au Koweït dans une récente lettre à l'émir du Koweït, cheikh Jaber al-Ahmad al-Sabah.

De source américaine, on a indiqué que M. Bush y soulignait les «défis» auxquels doit répondre le Koweït libéré de l'occupation irakienne, parmi lesquels l'évolution démocratique.

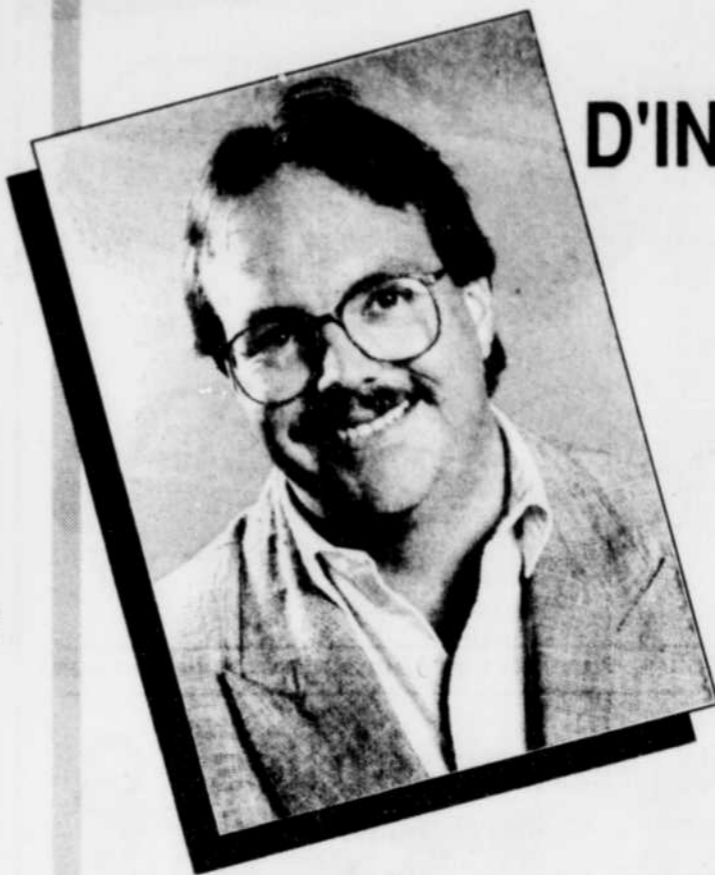
L'administration américaine n'a pas caché sa volonté de voir le Koweït libéré évoluer vers la démocratie, comme l'a promis la famille royale koweïtienne.

LE 16 HEURES

AVEC

Pierre Turgeon

60 MINUTES D'INFORMATION



ACTUALITÉ
DU JOUR
ENTREVUES
DOSSIERS
CIRCULATION
SPORTS
MÉTÉO

16 heures à 17 heures du lundi au vendredi

une production du service des nouvelles de:

CJRP 1060
RADIO AM

LE NOUVEAU LEADER DE L'INFORMATION

Économisez gros.

C'est la journée idéale pour faire l'achat parfait et économiser. Rendez-vous vite chez votre concessionnaire Jeep et Eagle découvrir un choix extraordinaire de véhicules abordables:

Jeep, YJ, Comanche, Talon, Premier, Summit, Vista et la nouvelle Eagle 2000 GTX.

Maintenant, le Jeep Grand Wagoneer, le summum du 4x4 de luxe, vous est offert avec

une remise pour une durée limitée. C'est la fin d'une époque... les stocks sont limités.

Chrysler vous fait l'offre spéciale suivante sur la plupart des modèles Jeep et Eagle:

CHOIX, JUSQU'À 2 000 \$ DE REMISE OU TAUX DE CRÉDIT DU FABRICANT.*



Automobiles Jean-Marc Bédard Inc.
Lévis, Québec
(418) 833-3267

Maisonneuve Automobiles Inc.
Québec, Québec
(418) 529-8135

Auto Laurier Inc.
Ste-Foy, Québec
(418) 681-4631

Autos A. Gosselin Inc.
St-Nicolas, Québec
(418) 831-2050



FAMILIALE EAGLE VISTA

EAGLE 2000 GTX

JEEP COMANCHE

EAGLE SUMMIT

Au choix **1 000 \$** DE REMISE ou taux de crédit du fabricant*

- système 4 roues motrices en option
- garantie 5/100**
- 7 places
- 750 \$ de remise sur modèles 3 portes et 4 portes

Au choix **1 000 \$** DE REMISE ou taux de crédit du fabricant*

- transmission totale en option
- garantie 5/100**
- berline sport haute technologie
- place pour 5 adultes
- freins antiblocage en option

Au choix **750 \$** DE REMISE ou taux de crédit du fabricant*

- système 4 roues motrices convertible à la volée
- garantie 7/115**
- charge utile standard de 670 kg (1 475 lb)
- moteur 4 L grand rendement en option

Au choix **750 \$** DE REMISE ou taux de crédit du fabricant*

- berline spacieuse à 4 portes
- garantie 5/100**
- conception japonaise
- moteur 1.5 L 12 soupapes

*Valables seulement pour les stocks existants des concessionnaires. Les véhicules loués au détail donnent droit aux remises en argent seulement. **Prix de détail suggérés par le fabricant pour les modèles de base. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. †Transport pour le Talon (500 \$), taxes, immatriculation et assurance en sus. **Voir un concessionnaire pour les détails. Certaines caractéristiques offertes en option.

Ce printemps, c'est **Mazda**

LES ÉDITIONS SPÉCIALES 323 et 626

vous attendent chez
Chatel Automobiles,
le concessionnaire à part.

MAZDA 323 SE

- enjoliveurs complets
- retroviseurs extérieurs harmonisés à commande électrique
- poignées de portières harmonisées
- radio AM/FM ETR à lecteur de cassettes et quatre haut-parleurs
- pontet central complet avec porte-tasses
- volant à trois branches
- nouvelle garniture et sellerie SE
- transmission manuelle 5 vitesses

10 580\$*

MAZDA 626 SE

- siège à réglages multiples
- volant inclinable
- radio AM/FM avec lecteur de cassettes
- jantes en alliage de 14 po
- moteur 2,2 litres
- suspension entièrement indépendante
- verrouillage central
- transmission manuelle 5 vitesses

14 315\$*

TRANSMISSION AUTOMATIQUE
SANS FRAIS OU
RABAIS ÉQUIVALENT



* Rabais Mazda inclus, transport, préparation et taxes en sus



Détenteur
4 années
consécutives du
Cercle d'excellence
Mazda

Chatel Automobiles Ltée

1350, Bouvier (Québec) 628-6336

NOUS METTONS L'ÉPAULE À LA ROUE

Un allié de Pinochet est assassiné au Chili

SANTIAGO (AFP, AP) — Le sénateur de droite chilien Jaime Guzman Errazuriz, ancien proche collaborateur du général Augusto Pinochet, victime d'un attentat hier soir à Santiago, est décédé à l'hôpital militaire de la capitale chilienne.

L'attentat non encore revendiqué tard hier soir a été perpétré par plusieurs individus à partir d'un véhicule, à la sortie de l'Université Catholique au moment où le responsable et fondateur de l'Union démocratique indépendante (UDI) s'appretait à rentrer dans son automobile.

Autre démission majeure au Pérou

LIMA (AFP, Reuter) — Le ministre de l'Intérieur péruvien, le général Adolfo Alvarado Fournier, a démissionné et sa démission a été acceptée par le président Fujimori.

Le général Alvarado, depuis plusieurs semaines, avait été mis en cause par divers secteurs politiques, « pour son inefficacité à fournir des garanties à la population devant la vague de violence terroriste » ainsi que des accrocs aux droits humains dans le pays.

« Il était devenu nécessaire de le remplacer par suite de multiples circonstances mais, au dessus de tout, parce qu'un changement était nécessaire », a dit M. Fujimori aux journalistes après qu'il eut assermenté le successeur d'Alvarado, le général Victor Malca.

Le sénateur, touché par deux balles au thorax et à l'abdomen, avait été admis aux urgences de l'hôpital où se sont rendus le ministre de l'Intérieur Enrique Krauss et le général Pinochet, commandant en chef des Forces armées, qui ont fermement condamné cet assassinat à l'instar de l'ensemble de la classe politique chilienne.

M. Guzman (44 ans) est la quatrième victime de la violence politique en moins d'un mois au Chili. Les attentats antérieurs avaient été revendiqués par un groupe de la guérilla. Guzman avait notamment collaboré à la rédaction de la Constitution de 1980 qui a notamment limité les libertés individuelles.

Auteur de nombreux actes de sabotage contre le régime de Salvador Allende avant le coup d'état militaire du général Pinochet en 1973, M. Guzman était l'une des figures les plus controversées de la classe politique chilienne et un virulent opposant du président Patricio Aylwin.

Ce dernier a convoqué d'urgence le Comité de sécurité intérieure, la nuit dernière, au Palais de la Moneda, la résidence présidentielle. Les ministres de la Défense et de l'Intérieur ainsi que de hauts responsables de la police ont participé à cette réunion.

■ Une fusée explose

BASE AÉRIENNE EDWARDS (AFP) — Une nouvelle version de la fusée Titan IV a explosé hier sur la base aérienne Edwards (Californie), au cours du premier tir d'essai. On ignorait hier soir les causes de cette explosion, qui n'a pas fait de victime et n'a provoqué que des dégâts mineurs. La fusée devait faire l'objet d'une « mise à feu statique », c'est-à-dire sans qu'elle quitte le pas de tir, pour permettre la prise d'une série de mesures. Cette nouvelle version des Titan IV, des lanceurs utilisés pour des missions militaires, a un moteur plus puissant destiné à lui permettre de transporter une charge utile plus importante.

■ Paroles d'hommes...

WASHINGTON (AP) — Une étude faite par des chercheurs de l'Université de la Pennsylvanie semble indiquer que les hommes, en vieillissant, perdent plus rapidement que les femmes leur facilité de parole. L'étude a été faite auprès de 34 hommes et de 35 femmes, dont les âges variaient entre 18 et 80 ans. Les résultats ont été publiés dans les *Proceedings of the National Academy of Sciences*. En comparant l'atrophie relative des cerveaux des sujets, les chercheurs ont trouvé que la détérioration de l'hémisphère gauche, particulièrement, est de deux à trois fois plus rapide chez les hommes que chez les femmes. La moitié gauche du cerveau est associée au langage et au raisonnement oral, tandis que la moitié droite contrôle l'habileté visuelle et spatiale.

■ Les fedayine désarmés

BEYROUTH (Reuter) — Le ministre libanais de la Défense, Michel al-Mourr, a juré hier de désarmer les milliers de fedayine palestiniens installés au Liban, par la force si nécessaire. Le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) avait auparavant refusé de déposer les armes, expliquant qu'elle devait assurer sa propre défense face aux attaques israéliennes.

■ La crise refléurit

BELGRADE (AFP, Reuter) — La proclamation hier du rattachement des Serbes de Croatie à la république de Serbie (est de la Yougoslavie), au lendemain d'une fusillade entre policiers serbes et croates dans le Parc national de Plitvice (400 km à l'ouest de Belgrade), en Croatie, fait à nouveau planer le danger de guerre civile sur la Yougoslavie. A l'issue d'une réunion près du Parc national de Plitvice, où des affrontements entre policiers serbes et croates ont fait au moins deux morts dimanche, un conseil représentant la minorité serbe de Croatie a annoncé que « la région autonome serbe de Krajina se rattachait à la république de Serbie ».

■ La déroute afghane

KABOUL (AFP) — Le président afghan Najibullah a annoncé lundi que Kaboul avait perdu contact dans la matinée avec ses troupes combattant les moudjahidine à Khost dans l'est du pays. Dans un discours télévisé, le président a fait état de pertes humaines, sans donner de chiffres, mais il a annoncé que serait célébrée mardi en Afghanistan une journée de « deuil national ».

■ Les croisières du jeu

BETTENDORF, Iowa (AFP) — Une image traditionnelle du Far West américain a fait son retour avec l'inauguration hier de la première croisière moderne sur le Mississippi d'un bateau à aubes consacré au jeu. Le « Dubuque Casino Bell » est parti avec 600 passagers (maximum prévu de 3000) de Bettendorf (Iowa). Les nouvelles croisières du jeu devraient rapporter 11 millions\$ de recettes fiscales supplémentaires à l'Iowa. Les autres États riverains du fleuve Mississippi attendent de tirer les leçons de ces premières expériences avant d'autoriser à leur tour ces croisières du jeu, équipées essentiellement en roulettes, blackjack et machines à sous.

ÂGE DE 65 ANS ET PLUS

C'EST VOTRE JOURNÉE! IL VOUS EST PERMIS D'ÉCONOMISER.

15% DE RABAIS*

*15% DE RABAIS SUR PRESQUE TOUS VOS ACHATS!

Réservez votre mercredi 3 avril pour une journée de magasinage pas comme les autres! Ce jour-là, nos clients âgés de 65 ans et plus pourront profiter d'un rabais de 15% sur presque tous les articles en magasin, rabais également applicable dans nos salons de coiffure, au studio de photo et au rayon d'Optique, à la Baie. Pour avoir droit à votre rabais, vous n'avez qu'à présenter votre carte de l'Âge d'Or, votre permis de conduire, votre certificat de naissance ou toute autre pièce d'identité prouvant votre âge. Achats en magasin seulement.

*EXCEPTIONS:

Fournitures, tabacs, restaurants, produits pharmaceutiques, produits de beauté et fragrances, sacs à main Bree, articles Liz Claiborne, gros électroménagers, fours à micro-ondes, téléviseurs, magnétoscopes, accessoires vidéo, radios, caméscopes, chaînes stéréo, accessoires audio, téléphones, répondeurs téléphoniques, jeux vidéo, articles sur mesure, retrait des commandes spéciales, centres de liquidation mode, chèques-cadeaux et la plupart des services à la clientèle. Les services et les rayons concédés peuvent varier selon le magasin. Une liste complète des exceptions sera affichée dans votre magasin la Baie.

EN ROUTE VERS L'ÉCONOMIE, LE MERCREDI 3 AVRIL 1991

REPAS «SUPERBE VALEUR»
DANS TOUS LES RESTOS
LIBRE-SERVICE DE LA BAIE

PÂTÉ AU SAUMON

accompagné d'un dessert au choix:
tartelette, carré aux dattes, barre Nanaimo,
flan, gelée ou pouding.
Thé, café ou boisson gazeuse (format courant).

4⁷⁹

la **Baie**



Plus de 320 ans à vous offrir qualité et service, avec en plus notre garantie de remboursement!

Attirées au Canada sous de fausses représentations

11 jeunes Russes étaient forcées d'agir comme effeuilleuses

TORONTO (PC) — Des Soviétiques à qui on avait promis des carrières d'actrices et de mannequins très bien rémunérées ont été trouvées durant le week-end dans un cabaret où elles dansaient

nues aux tables, ont indiqué des agents de police et des services d'immigration.

glais, sont âgées de 18 à 25 ans et sont arrivées à Montréal en provenance de Moscou et de Leningrad en janvier.

conduites en voiture au travail », a ajouté l'agent.

D'après la police, les femmes ont été recrutées en Union soviétique par une agence de mannequins canadienne.

« Les filles étaient surtout inquiètes au sujet de l'argent qu'elles étaient censées gagner et qui ne leur était pas versé », a fait remarquer le détective Brice Ringler. Il semble que les femmes aient payé elles-mêmes leurs billets d'avion pour venir au Canada.

C'est un homme qui parlait le russe qui a appris d'une d'entre elles que ces dernières étaient « gardées prisonnières » dans une maison de Toronto et forcées de danser aux tables dans plusieurs cabarets de l'ouest de la ville, a dit un agent d'immigration.

Deux Torontois, Michael Zekser, 36 ans, et Ilya Tarlovsky, 30 ans, ont été accusés d'avoir enfreint la Loi sur l'immigration en engageant des travailleurs clandestins ainsi que de complicité avec des travailleurs clandestins. Ils devront se présenter en cour le 17 avril.

Onze effeuilleuses russes ont ainsi été appréhendées samedi au cours d'une descente dans un cabaret de Concord, juste au nord de Toronto, a fait savoir la police.

Les femmes, qui font face à des accusations d'avoir travaillé illégalement au Canada, sont détenues dans un centre du ministère de l'Immigration situé près de Toronto. Deux hommes ont également été arrêtés.

Les enquêteurs des services d'immigration ont ajouté que les femmes, qui parlent à peine l'an-

Trois pythons meurent dans un incendie sur l'autoroute 401

ODESSA, Ont. (PC) — Trois pythons birmans (de Myanmar, ex-Birmanie) et une tarentule appartenant à un imitateur d'Alice Cooper sont morts dimanche dans une fourgonnette en feu sur l'autoroute 401.

Un « ambulancier » a tout tenté, sauf le bouche-à-bouche, pour sauver les reptiles après que 16 pompiers eurent éteint l'incendie, a raconté le constable Gerry Culhane de la police provinciale.

Les reptiles - ayant chacun trois à quatre mètres de long - et l'araignée sont morts après que le feu se fut propagé à l'arrière de la fourgonnette que son conducteur, Alain Lacombe, de Ville Saint-Laurent, au Québec, avait garée le

long de l'autoroute en apercevant des flammes sous le capot. M. Lacombe transportait les animaux devant participer à un spectacle en hommage à Alice Cooper, un rocker connu pour son penchant envers les serpents et autres animaux exotiques.

Un anaconda de deux mètres se trouve dans un état critique à la Reptile Breeding Foundation, à Picton, près d'Odessa.

« L'animal a subi un stress énorme... mais il va peut-être s'en tirer. »



Au Marché Richelieu, c'est ce qu'on ajoute qui vous en donne plus pour votre argent : un bon conseil de notre boucher, une suggestion de présentation, une coupe économique. Au Marché Richelieu, tout, tout, tout a plus de valeur pour vous!



MARCHÉ RICHELIEU

Y a du bon dans le voisinage.

Ne rongez plus votre frein!

25 \$ de rabais

sur toute réparation de freins ou de système d'échappement JUSQU'AU 20 AVRIL!

Faites réparer, chez Speedy, les freins ou le système d'échappement de votre voiture nord-américaine ou importée et économisez 25 \$ sur le montant de votre facture!

Voyez le gérant pour plus de détails. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre. Foncez vite chez Speedy!

Vite! Speedy!



silencieux **Speedy**

Il y a un atelier près de chez vous:

- Québec 62, boul. Wilfrid-Hamel 687-3450
- Ste-Foy 3145, rue Hochelaga 659-2665
- 2400, boul. Ste-Anne 667-6172 (à l'ouest du boul. d'Estimauville)

Le leader patronal lance le débat

Pour Dufour, il faut 65% des voix pour faire l'indépendance

MONTREAL (PC) — Cinquante pour cent plus une

voix, ce n'est pas assez pour déclarer légitimement

l'avènement d'un nouveau pays. « Moi par exemple, je

préconise 65 %, dit Ghislain Dufour, président du Conseil du patronat du Québec. Mais je suis prêt à négocier là-dessus. Certains disent 70 %, d'autres 60. Il faut absolument débattre de cette question. Faire l'indépendance avec la moitié des votes, mais ça n'aurait pas de bon sens ! »

les prochains mois, intervenir souvent et pesamment dans le débat référendaire qui se profile, et son camp est clairement choisi. Résolument opposés à l'indépendance du Québec, M. Dufour et son CPQ entendent ramener l'économie, « à peu près ignorée jusqu'à maintenant », au premier plan d'un débat « qui a jusqu'à maintenant été mené surtout par des hommes politiques ».

par la voie d'un communiqué, l'étude du secrétariat de la Commission Bélanger-Campeau qui concluait, la semaine dernière, à l'absence d'effets négatifs sur les finances publiques d'une éventuelle accession du Québec à la souveraineté.

Il s'agissait, a tenu à préciser M. Dufour, d'une annexe de spécialistes qui n'a pas comme telle été étudiée — et encore moins avalisée — par les membres de la Commission.

M. Dufour conteste notamment le chiffre de 18,5 %, évoqué par cette étude comme devant être la proportion probable de la dette publique canadienne que devra assumer un Québec indépendant : « Nos évaluations donnent plutôt la proportion de 23-25 % ».

Celui qui lance ce pavé dans la mare est l'un des anti-indépendantistes les plus en vue du Québec. Membre de la Commission Bélanger-Campeau, le leader patronal pose la question dans une entrevue au *Devoir* : « Quel est le pourcentage qui ferait que la partie qui perd se rallie vraiment ? Je lance le débat. Les Laberge et Larose, eux, ont une logique de syndicalistes : 50 % plus une voix, et c'est réglé. Mais cette méthode vaut pour des conventions collectives de deux ans, pas pour une décision irréversible comme celle-là. »

Aux partisans d'une majorité simple qui suffirait à enclencher le processus d'accession à la souveraineté, le chef du CPQ lance : « Si par exemple l'indépendance passe à 52, vous allez avoir des problèmes, si vous pensez vraiment que les 48 % restants vont rester là à ne rien faire. »

« La preuve, c'est que quand on a fait, en 1980, un référendum qui s'est terminé par un résultat de 60-40, le camp des 40 % n'a pas lâché. Et on se retrouve 10 ans plus tard dans la situation actuelle. »

Par des idées comme celles-ci, le Conseil du patronat veut, dans

« Il y a de la peur qui peut être très positive », répond M. Dufour à ceux qui « assimilent automatiquement à du chantage toute évocation des facteurs économiques ». « Nous ne voulons pas faire peur au monde, tient cependant à préciser le président du CPQ. »

C'est ainsi que le CPQ, par exemple, a repoussé ce week-end,

Ajustements mineurs à l'entente qui évite une grève aux Postes

OTTAWA (PC) — Les représentants de la Société des postes et de ses 4000 employés de bureau sont retournés à la table de négociations, hier, pour procéder à des ajustements qualifiés de mineurs par les deux parties.

L'entente de principe conclue dimanche à l'issue de trois jours d'intenses négociations n'est pas remise en question, assure-t-on de part et d'autre.

Le Syndicat des employés des postes a dû reporter à aujourd'hui une conférence de presse initialement prévue pour hier. Le président du syndicat affilié à l'Alliance de la fonction publique du Canada, M. Stephen White, a fait savoir que des difficultés mineures avaient surgi après l'annonce de la tenue de la conférence de presse.

Selon le porte-parole de Postes Canada John Caines, il s'agit de détails qui concernent presque uniquement le protocole de retour au travail.

M. White a affirmé que l'entente améliore la sécurité d'emploi et comporte des augmentations de salaires supérieures à la limite de 3 % (pour trois ans) imposée aux fonctionnaires fédéraux dans le dernier budget du ministre des Finances Michael Wilson.


L'employeur ne fait pas la même interprétation des conditions salariales proposées, puisque M. Caines assure que les augmentations n'excèdent pas les limites fixées par le ministre Wilson.

Le syndicat a le droit de déclencher la grève depuis minuit, jeudi soir.

Des parents agressifs

ST. CATHARINES (PC) — Des parents ont bousculé des enfants pour prendre les friandises qui leur étaient destinées, au cours d'une « course aux oeufs de Pâques » organisée pendant le week-end dans un centre commercial de St. Catharines, en Ontario. Mme Sue Tache par exemple, qui était là avec ses filles de deux et quatre ans, est encore bouleversée par l'attitude de certains parents. « Des adultes sont devenus fous, a-t-elle déclaré. Ils ont foulé aux pieds le panier d'une de mes filles. Un homme d'âge mûr a essayé de prendre des friandises dans le panier de mon autre fille, disant qu'il les avait aperçues le premier. » Mme Elaine Daraska a vu une femme empêcher son fils d'atteindre des friandises, afin que son fils à elle puisse les prendre.

ARGAD
DÉJEUNER-CONFÉRENCE



M. Clément Drouin
 Directeur
 Centre de Création et d'Expansion
 d'Entreprises

Thème: L'avenir de l'entrepreneuriat au Québec
Date: Mercredi 3 avril 1991, 7h30 à 9h30
Endroit: Hôtel Plaza Universel, salle Plaza II, 3031, boul. Laurier, Sainte-Foy
Coût: 12\$ membre, 15\$ non-membre, 10\$ étudiant
Pour information et réservations:
 Chantal Desmarais, 654-1754, après 18h

ACURA. Les 4 vérités*

(1) L'auto.



(2) Le prix. À partir de **14 444\$****

(3) L'appréciation.  4 années consécutives, le plus haut taux de satisfaction du consommateur.

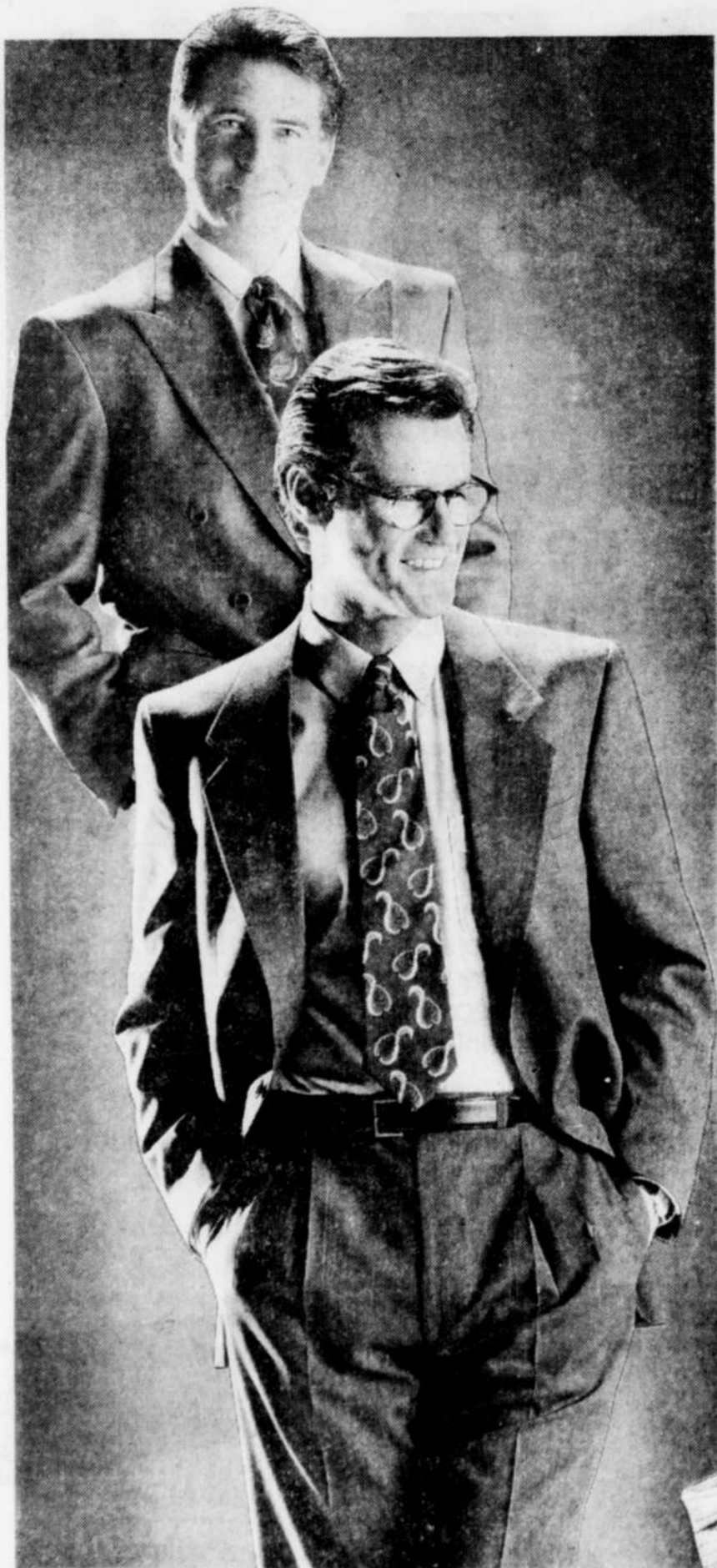
(4) Nous célébrons notre quatrième anniversaire.

L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES ACURA



ACURA OPTIMA
 4901, boul. des Galeries
 QUÉBEC
 622-8180

* GARANTIE 3 ANS OU 100 000 KM. ** TAXES ET FRAIS DE TRANSPORT EN SUS. VALABLE JUSQU'AU 29 MARS 1991

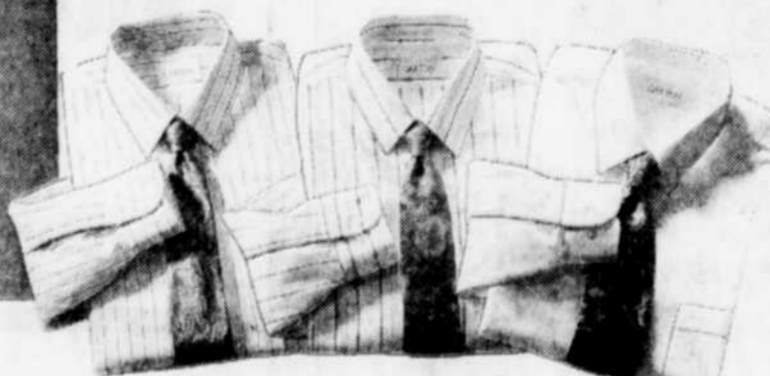


RABAIS 125\$

SUR COMPLETS BOULEVARD CLUB EN PLUS D'OBTENIR DES POINTS DU CLUB SEARS*

Pour le printemps 1991, optez pour l'allure distinguée avec un complet en laine ou mélange de laine. Modèle classique à devant droit ou plus actuel à devant croisé. Tailles 38-46" pour la plupart des statures. Sears ord. 350\$. Ch. **224,99\$**
Rabais 55\$. Blazer Boulevard Club... un plus dans votre garde-robe. Superbes modèles à prix abordable. Ord. 195\$. Ch. **139,99\$**
Rabais 1/3. Chemises habillées Boulevard Club. Nos chemises de la meilleure qualité en mélange coton facile d'entretien.
Tons unis. Sears ord. 42\$. Ch. **24,99\$**
A rayures teintes en fil. Ord. 45\$. Ch. **29,99\$**

ACHAT SUR PLACE



SEARS
 GRANDE OUVERTURE
 MERCREDI
 Découvrez le tout nouveau magasin Sears aux Promenades St-Bruno! Ouverture le 3 avril 1991.

† Les prix annoncés ou affichés ne comprennent pas la TPS ou la taxe provinciale. PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU SAMEDI 6 AVRIL 1991, SAUF AVIS CONTRAIRE, DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES



vous en avez pour votre argent...et plus

SATISFACTION OU REMBOURSEMENT • SERVICE APRÈS-VENTE ASSURÉ DANS TOUT LE CANADA • LA CARTE DE CRÉDIT N° 1 DES MAGASINS À RAYONS AU CANADA • LE MAGASIN DES MARQUES KENMORE, DIEHARD, CRAFTSMAN
 Les mentions 'Ord.' ou 'Était' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Québec, Place Fleur de Lys, 529-9861, Ste-Foy, Place Laurier, 658-2121, Lévis, Galeries Chagnon, 833-4711. Copyright Canada, 1991, Sears Canada Inc.

Un «poisson d'avril» mal digéré par les citoyens d'Oka

OKA (PC) — Encore ébranlés par la crise autochtone de cet été, plusieurs citoyens d'Oka ont mordu à belles dents au canular lancé, hier, par l'hebdomadaire local, selon lequel « le gouvernement provincial, dans un geste de générosité et de main tendue vers la paix, s'appropriait à remettre les titres de propriété du parc de récréation d'Oka (ancien parc Paul-Sauvé) à la communauté mohawke de Kanesatake ».

Cette nouvelle, publiée dans L'Éveil, a eu l'effet d'une bombe sur la population locale. Après quelques paragraphes, les citoyens se sont rués sur le téléphone, certains pour en discuter avec un voisin ou un ami, d'autres pour rejoindre le maire, le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, le bureau du premier ministre... ou encore la rédaction de L'Éveil. S'ils ont eu ce dernier réflexe, ils ont toutefois pu apprendre qu'il s'agissait tout simplement d'un poisson d'avril imaginé par le

journaliste Jean Giroux. « Si c'est une farce, elle est plate, lançait tout simplement Jean-Luc Legault, un des citoyens qui s'est laissé prendre au jeu pendant quelques instants. De ce temps-ci, la tension est extrêmement forte à Oka. Il me semble qu'on n'a pas besoin de cela. »

Dérangé au beau milieu de son week-end pascal, l'éditeur, Jean-Claude Langlois, se disait parfaitement d'accord avec son lecteur. « Le journaliste a voulu faire un poisson d'avril. C'est une tradition

à tous les ans. Mais dans le contexte actuel, cette allusion aux événements de l'été dernier, c'était vraiment de trop. La situation est déjà assez tendue, assez critique, sans qu'on jette de l'huile sur le feu. »

Alors qu'il était en congé, M. Langlois, qui est aussi président des Hebdomadaires du Québec,

a dû se rendre au journal ce matin pour répondre aux nombreux appels téléphoniques de lecteurs, de politiciens, de gens d'affaires qui voulaient des éclaircissements sur cette nouvelle publiée en page 3.

S'ils s'étaient rendus au bout de l'article écrit jusque-là sur un ton des plus sérieux, les lecteurs auraient sans doute pu remarquer

l'allusion aux « poissons » du lac des Deux-Montagnes ainsi que la mention : « Ne pas publier avant le 1er avril ».

À cause de la fête de Pâques, le journal a toutefois été distribué un peu à l'avance. Si on ajoute à tout cela que le texte principal de la page 3 parlait du déménagement

prochain de l'aéroport de Mirabel, les lecteurs auraient pu avoir la puce à l'oreille. Mais la sensibilité est à fleur de peau à Oka.

Si M. Langlois a bien l'intention de servir une réprimande à son journaliste, il n'est pas question d'autre sanction et sûrement pas d'un congédiement.

La moitié des avortements pratiqués au pays le sont sur de jeunes célibataires qui n'ont jamais accouché

MONTREAL (PC) — La majorité des femmes qui obtiennent un avortement au Canada ont autour de 20 ans, n'ont jamais été mariées, n'ont jamais donné naissance à un enfant et sont enceintes de moins de 13 semaines lors de l'intervention.

Au Canada comme dans la plupart des pays occidentaux de langue anglaise, près de la moitié des

avortements pratiqués le sont sur de jeunes célibataires cherchant à retarder un premier

accouchement.

Ce portrait type des femmes ayant subi un avortement découle d'un tour d'horizon des avortements thérapeutiques survenus au pays entre 1970 et 1988 effectué par Statistique Canada, et de comparaisons tracées entre le Canada et d'autres pays où l'interruption

de grossesse est légale.

Par ailleurs, ce rapport révèle qu'au Canada, le taux d'avortements chez les adolescentes est nettement à la baisse. Il a chuté depuis 13 ans, passant de 31 % des avortements en 75 à 21,9 % en 1988.

ESCORT VOUS EN DONNE PLUS

Vos concessionnaires FORD et MERCURY offrent beaucoup plus que Honda!

8995\$ ou 186,23\$ / mois

Rabais Ford inclus



ESCORT L 91 (2 portières)	
Moteur 1,9 litre	<input checked="" type="checkbox"/>
Transmission manuelle 5 vitesses	<input checked="" type="checkbox"/>
Essuie-glace à balayage intermittent	<input checked="" type="checkbox"/>
Barres stabilisatrices avant et arrière	<input checked="" type="checkbox"/>
Miroir au pare-soleil, côté passager	<input checked="" type="checkbox"/>
Chauffe bloc-moteur	<input checked="" type="checkbox"/>

Faites vite

elles s'envolent rapidement, beaucoup plus rapidement!

PREND FIN LE 11 AVRIL 1991

HONDA CIVIC (mod. de base)	
Moteur 1,5 litre	<input type="checkbox"/>
Transmission manuelle 4 vitesses	<input type="checkbox"/>
NON	<input type="checkbox"/>
NON	<input type="checkbox"/>
NON	<input type="checkbox"/>
NON	<input type="checkbox"/>



Les concessionnaires Ford et Mercury du Québec

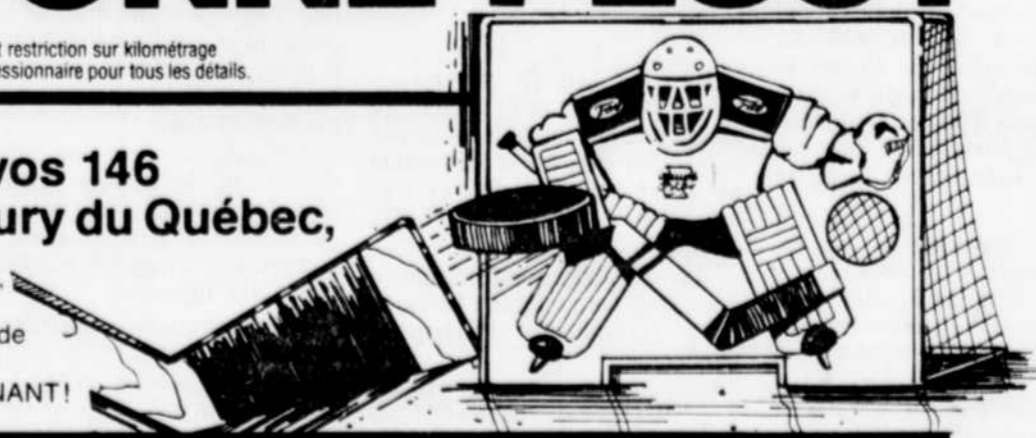


ON VOUS EN DONNE PLUS!

Le transport, la TPS, TVP et toutes autres taxes applicables sont en sus. Rabais Ford inclus. Taux de location basé sur un maximum de 48 mois avec mise de fonds initiale de 400\$ sujet à l'approbation de crédit et restriction sur kilométrage applicable. Cette offre s'applique aux véhicules en stock seulement. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails.

PRIX À GAGNER! Lancer au filet chez vos 146 concessionnaires Ford et Mercury du Québec,

Venez et TENTEZ VOTRE CHANCE DE GAGNER... des porte-clefs, des caméras, des T-shirts et coton ouatés à l'effigie des Téléfilms Lance et Compte. Demandez et remplissez le coupon de participation pour être éligible aux tirages de deux Escort LX 91 qui auront lieu les 17 avril et 3 mai 91. Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails sur ce concours et... PARTEZ GAGNANT!



ÉDITORIAL

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:
PIERRE DES MARAIS IIPrésident et Éditeur:
ROBERT NORMANDEditeur adjoint et rédacteur en chef
et directeur de l'édition:
J.-JACQUES SAMSONDirecteur de l'information:
DENIS ANGERSVice-président exécutif:
DENIS CLICHE

Aménager la Montmorency sans condos

Le chat est enfin sorti du sac. Les principaux paramètres du dernier projet d'aménagement de la chute et du manoir Montmorency, qui appartiennent au gouvernement du Québec, et donc aux Québécois, sont maintenant connus.

L'État projetait de céder ce bien patrimonial à l'entreprise privée pour qu'elle en fasse un élément récréotouristique d'envergure internationale.

C'est probablement dans cette perspective que l'idée de construire 150 condos sur la falaise surplombant le fleuve, devant le manoir Montmorency, a pu germer dans l'esprit des concepteurs sans que personne ne s'étouffe devant l'énormité de la chose ou ne soupçonne même la levée de boucliers qu'ils allaient, fort heureusement, soulever.

Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, le président de la Société des établissements de plein air du Québec, un des plus importants promoteurs immobiliers, le maire de Beauport filaient ensemble avec leur bateau, toutes voiles dehors, sur de bien curieuses eaux, sous l'aile protectrice du ministre responsable de la région de Québec.

Leur projet en bordure des chutes répète bêtement l'erreur des condos du Vieux-Port qui coupent, pour le bénéfice de quelques-uns, la vue sur le fleuve et la promenade le long de ce cours d'eau à toutes les générations actuelles et futures de Québécois et de touristes attirés par une ville extraordinaire.

Il faudrait mettre un frein à ces dérapages qui peuvent se produire encore puisque le Québec regorge de beaux bâtiments, de sites splendides et de lieux historiques publics. Ce n'est plus une garantie solide.

L'État parvient en général assez mal, et n'est même plus intéressé au fond, à aménager et à gérer le patrimoine. L'heure est venue de confier aux citoyens, au sein de corporations ad hoc, la gestion et la mise en valeur de ces biens, et de les ouvrir au public.

Des exemples de formules semblables existent déjà. Un organisme gouvernemental les chapeauterait au besoin. Le gouvernement devrait leur assurer une capitalisation suffisante pour permettre, au départ, un aménagement raisonnable des lieux et financer ensuite les gros travaux d'entretien et les améliorations périodiques.

Il y a mieux encore. Le modèle optimal est la formule anglaise du *National Trust*, qui possède et gère une quantité incroyable de châteaux et de sites naturels magnifiques. Ce trust est une corporation privée qui se finance à même les contributions des amants du patrimoine qui en sont membres.

Ces Anglais veillent à leur patrimoine avec un soin absolument maniaque. À peu près tout ce que qu'il y a de beau dans la campagne anglaise leur appartient et les touristes payent leur écot sans tiquer pour la préservation de ces merveilles.

À l'autre extrême, se situe le modèle de privatisation à l'américaine. Les abus de la commercialisation, qui entraîne une dégradation désolante des lieux, sont bien connus. On connaît aussi maintenant le prix de la privatisation de portions magnifiques d'un site public.

Qu'a-t-on besoin d'un promoteur immobilier pour tracer des sentiers piétonniers, relier les deux côtés de la chute, aménager des belvédères et ajouter un téléphérique entre le haut et le bas de la cataracte?

Une corporation superviserait ces aménagements, assortis d'une cafétéria, d'une boutique et de services sanitaires (dans la vieille usine peut-être?). Pourquoi des aubergistes d'expérience ne réussiraient-ils pas à assurer la vocation hôtelière du manoir Montmorency, dont une partie (une pièce ou deux) pourrait être transformée en petit musée des grandes villas de Québec.

MARIE CAQUETTE



Une information malade de la guerre



par
LAURENT LAPLANTE
collaboration
spéciale

Un mois après l'écrasement des forces irakiennes par la coalition alliée, nous en sommes toujours à consommer une information peu fiable. Pire encore, le peu de géographie que nous avions alors appris au sujet de cette partie du monde commence à s'estomper, tandis que nous en savons toujours aussi peu sur ce que le récent conflit doit à l'histoire.

Il semble même que l'accès à une diversité de sources d'information soit aujourd'hui encore aussi difficile qu'aux heures de la pire censure militaire. Je crains, dit le proverbe, l'homme d'un seul livre; je crains, quant à moi, la personne qui s'abreuve à une seule source d'information.

Or, nos médias sont toujours alimentés, des semaines après le triomphe officiel, par une seule et unique tendance: celle qui, à partir des torts réels de Saddam Hussein, s'efforce de légitimer un

alourdissement de l'emprise occidentale sur les ressources pétrolières en particulier et sur le monde arabe en général.

À croire qu'après avoir dominé le champ de bataille, les vainqueurs, Américains en tête, entendent imposer leur interprétation des événements.

On doit même conclure que les vainqueurs, à force de contrôle sur l'information d'après-guerre, veulent garder la haute main sur la suite des événements. Je les comprends de le tenter, mais j'ai honte de notre inaptitude journalistique et sociale à décoder cette actualité.

Car ce qui se passe devant notre regard aveuglé est aussi important que ce qui s'est déroulé autrefois à Téhéran, à Yalta et à Potsdam. Un nouvel ordre mondial émerge, en effet, qui risque fort de régner sur nos enfants et nos petits-enfants. Alors qu'il nous faudrait mobiliser toutes les lucidités pour y voir clair pendant qu'il en est encore temps, la plupart d'entre nous ont déjà tourné la page sur ce conflit. Pourquoi, se disent-ils, scruter davantage ce conflit puisqu'il a été résolu en faveur des forces démocratiques?

Heureusement, certains éducateurs et éducatrices ont compris que le récent avis du

Conseil supérieur de l'éducation sur l'éthique pouvait inspirer la réflexion sur ce conflit encore chaud. À condition de ne pas laisser l'analyse s'enfermer dans un bilan sommairement anti-américain, on peut, en effet, à partir de cette tragédie faire percevoir à la jeune génération d'importants enjeux moraux.

L'éthique, à titre d'exemple, invite à se demander ce qui est « correct ». Non pas ce que ma force me permet de faire, mais ce que mes droits à moi et les droits des autres m'autorisent à faire. Sur ce terrain de l'éthique, remporter la victoire ne signifie pas qu'on mérite des félicitations. Être le plus fort sur le plan militaire n'implique pas que la légitimité et le bon droit se situent du côté du vainqueur.

Par déformation professionnelle sans doute, mais aussi, je l'espère, par simple conviction démocratique, je suis heureux que l'analyse amorcée par ces éducateurs touche également à l'information. Est-il légitime de « canaliser » l'information? De la stériliser et de la déformer? Comment doivent réagir les professionnels de l'information lorsqu'ils se découvrent manipulés et lorsqu'on leur fait remplir bon gré mal gré un rôle de courroie de transmission?

Je m'arrête là. L'essentiel, en effet, n'est pas de concentrer l'attention ou la réflexion des jeunes sur les mensonges répandus au sujet d'une « immense marée noire » qui se révèle aujourd'hui réduite et même douteuse.

Ce n'est pas non plus d'insister lourdement sur le dérapage qui, d'après le *Globe & Mail* de mercredi dernier, a conduit le général Schwarzkoff à demander à la Maison blanche l'autorisation d'entreprendre l'offensive en recourant à un « gadget » nucléaire. L'insistance sur un incident, si important soit-il, ne doit pas faire oublier que l'éthique est, avant tout, l'exigence que je m'adresse à moi-même, non la leçon que je prétends donner aux autres.

Dans cet esprit, qui me parait rejoindre l'orientation du Conseil supérieur de l'éducation, le récent conflit peut alimenter la réflexion des jeunes sur l'usage légitime de la force, sur la mobilisation de moyens douteux au service d'une cause dite noble, sur le respect de la liberté d'opinion, sur les liens entre la démocratie et la pluralité des perspectives... On peut d'ailleurs penser qu'une réflexion de ce type débordera naturellement de l'école sur la famille et la société et que ce ne sera pas un mal.

Votre Opinion

Parizeau aux E.-U.

Circonstances obligent, le président du Parti québécois, Jacques Parizeau, aura inévitablement su plaire devant le Carnegie Council on Ethics and International Affairs à New-York.

Le fin politique sait pertinemment que la voie la plus facile pour se faire apprivoiser par un futur homonyme ne respecte guère souvent la réalité.

Lors de cette opération charmante tenue le 27 février dernier, le chef de l'Opposition, sans doute pour amadouer la galerie, alléguait quelques chimères dignes des sentiers les plus obscurs.

M. Parizeau fit donc appel « au sentiment le plus noble du peuple américain, qui se veut le porte-étendard de la démocratie à travers le monde comme le laisse voir son intervention, avec les forces alliées, dans le golfe Persique ».

Thèse équivoque s'il en est une, l'homme semble avoir « oublié » la grisaille qu'engendre le spectre étatsunien sur certains pays dont le Panama ainsi que sur de nombreux pays latino-américains.

De tels propos cautionnent le préjudiciable instinct de guerre et ouvrent bien grand les volets d'un État québécois face aux humeurs glauques des États-Unis.

Le funeste, ainsi légitimé, invite à la complaisance des mots et à la manipulation de la réalité.

Qualificatifs et attributs deviennent superficiellement suaves. Cela tue dans l'oeuf la vision d'un État souverain dont l'indépendance serait assez forte pour que l'on puisse envisager un cheminement collectif distinct.

À trop être certain d'un proche triomphe, ce politique semble se détacher du sentiment pacifique de la base et de cet esprit d'ouverture sur l'univers des nations.

Bref, au lieu de verser onctueusement le miel sur l'égo américain, le chef péquiste aurait mieux fait d'incarner le préluce de la restriction des ventes d'armes à l'échelle internationale.

Il va d'emblée que l'alternative militariste sera toujours l'écho le plus trivial de l'atrophie intellectuelle.

Benjamin Le Bel
Rivière-du-Loup

C'est pas compliqué

Ceux qui sont pour l'acharnement thérapeutique auprès du fédéralisme canadien, accusent les souverainistes de vouloir pratiquer l'euthanasie. Dans tous les cas, il va mourir.

Il me semble que si M. Parizeau tendait la main aux bonnes personnes nous gagnerions du temps. Toute stratégie qui entend de faire à la fois la souveraineté et l'association est vouée à l'échec. Tout simplement parce que la souveraineté ne sera pas faite par les mêmes personnes qui feront l'association.

La souveraineté est une affaire de coeur, de cerveau droit, de thérapie collective, de compte à régler avec nous-mêmes, de salle paroissiale, de caisse populaire, d'aréna, de syndicats, de régions, d'artistes, d'entrepreneurs, de premier ministre.

L'association est une affaire de raison, de cerveau gauche, d'argent, de club privé, de caisse de dépôt, de gestionnaires, de comptables, d'ingénieurs, de ministres des finances.

La souveraineté est l'affaire de Lucien Bouchard.

L'association est l'affaire de Jacques Parizeau.

Pour s'associer il faut d'abord être souverain. M. Bouchard parle à ceux qui feront la souveraineté. M. Parizeau parle à ceux qui feront l'association. M. Parizeau a dit: « L'objectif ultime au-dessus de tout. » Selon moi, la stratégie exige qu'il cède le rôle principal. Pas facile.

Pour le dernier acte, il faut tendre la main à Pierre Marc Johnson. Il a aiguisé un discours écologique qui portera. Ceux qui feront la souveraineté sont les mêmes qui sont préoccupés par l'environnement. Le Québec a besoin du frère manquant pour la bataille finale. La symbolique est importante.

Aux artistes qui seront laissés pour compte après la souveraineté, au profit de ceux qui feront l'association. Je dis, consolez-vous, certains ingénieurs, parmi les plus habiles, aiment les arts visuels.

Jacques Maltais
Val-Bélair

Il devrait partir

Le Président-directeur général de la Société des traversiers du Québec devrait démissionner et laisser sa place à une personne qui croit en son entreprise.

Suite à tout ce qui s'est dit et

écrit tant par la Société des traversiers du Québec, le Ministère des transports et toutes les études commandées par ces organismes (Rapport Hovington, Urbanex), le P.-D. G. de la Société des traversiers du Québec devrait laisser son fauteuil à une personne avec un leadership en matière de transport.

Par leadership, j'entends quelqu'un qui pourra par son agressivité redresser une situation qui au fil des temps s'est détériorée.

Donner confiance aux usagers et usagères sur la fiabilité de son service, sa rapidité et établir une politique de tarification juste qui aura pour effet de ramener une clientèle perdue par des changements d'horaire, de tarif et de coupure de service.

Quel est le prix payé par les contribuables pour cette administration et sa gérance de la Société des traversiers du Québec.

Comme le disait si bien Pierre-Georges Roy dans son livre « La traverse entre Québec et Lévis ». Je cite: « L'instruction est une arme de première valeur mais elle ne vaut rien si elle est maniée par un bras indolent et trop faible. »

Dominique Rioux
usagère des traversiers Québec-Lévis

Envers et endroit

La vie politique est un hall des miroirs où la localisation des visages déformés n'est pas toujours repérable.

Au moment où la chute du mur de Berlin laisse croire que des pays communistes vont renouer avec l'économie de marché, nos gouvernements (pourtant élus sous la bannière affairiste de la libre entreprise), surtaxent les populations avec un sans-gêne que ne se permettraient pas des politiciens socialistes.

En d'autres termes, le mur qui s'est écroulé à l'est, est remonté à l'ouest.

Nos vieux souverainistes nous avaient habitués au reniement perpétuel; nos anciens fédéralistes plaident pour la société distincte sémantique; nos nouveaux autonomistes réaffirment la priorité du lien fédéral.

La mise en garde du (Canadian Bond Rating Service) est enfermée dans les anciens camions de Paul Desrochers.

Elizabeth II est un travalo nommé Kafka.

Guy Mercier
Québec

Si jamais le CN songe à s'en départir

Deux cheminots rêvent d'acheter la ligne Matapédia-Gaspé

GASPÉ — Un article paru dans LE SOLEIL en avril 1989 a éveillé James Almond, un cheminot de Port-Daniel, à la possibilité de devenir éventuel exploitant d'un tronçon de chemin de fer.

par GILLES GAGNÉ
collaboration spéciale

Ce texte évoquait la possibilité, pour le CN, de vendre la majorité de ses tronçons secondaires au Québec à des exploitants régionaux.

Témoignage depuis une dizaine d'années des coupes de services du CN dans la péninsule gaspésienne, en particulier sur la portion du réseau allant de Chandler à Gaspé, M. Almond songeait parfois à la privatisation des lignes secondaires comme un moyen de sauver plusieurs tronçons ferroviaires de l'abandon et du démantèlement.

« En lisant l'article du SOLEIL, j'ai arrêté de rêver et j'ai commencé à travailler », précise M. Almond.

Il a d'abord parlé de ses réflexions à son compagnon de travail Bryan Legresley « parce que je savais qu'il était assez ouvert pour comprendre mes idées, et il a accepté de s'engager dans le dossier ». Il y a maintenant près de deux ans que les deux cheminots élaborent leur projet.

« Nous nous préparons en vue d'être considérés comme candidats potentiels pour l'exploitation du tronçon Matapédia-Gaspé, s'il est à vendre un jour », soutient M. Almond.

Lui et Bryan Legresley se défendent bien d'inventer quoi que ce soit en étudiant la possibilité d'exploiter une ligne de chemin de fer secondaire.

Succès aux É.-U.
« Aux États-Unis, il existe 300 exploitants de lignes secondaires. Au Canada, ça ne fait que commencer, mais la réussite de Tom Payne, en Alberta, prouve que cette expérience fonctionne plutôt bien.

Chez nos voisins du sud, 86,3% des exploitants de lignes secondaires ont réussi à rentabiliser leur exploitation au cours des dernières années. Il s'agit d'un taux de succès qui dépasse celui des cinq secteurs d'innovation les plus productifs du monde des affaires pour une période correspondante.

« Au cours des cinq dernières années aux États-Unis, les entreprises ferroviaires majeures ont réussi à augmenter leur trafic de 3%. Les exploitants de lignes secondaires l'ont augmenté de 9% », enchaîne M. Almond.

L'explication est relativement simple. L'exploitation des lignes secondaires par des compagnies régionales de moindre envergure constitue une meilleure façon de générer du trafic en raison de la taille des entreprises, d'une souplesse administrative accrue, d'un service adapté aux besoins des clients. La proximité du client et du transporteur facilite les contacts d'affaires, un processus souvent utopique quand on regarde la lourdeur administrative des grandes sociétés comme le CN et le CP.

« Toute l'industrie ferroviaire bénéficie de cette tendance aux États-Unis. Pourquoi ne pas l'adapter au Canada et au Québec avant qu'il ne soit trop tard », souligne James Almond en faisant référence aux centaines de milles de voies ferrées en attente de démantèlement, principalement au Québec et dans les Maritimes.

Il va plus loin en affirmant que le CN et le CP, dans le contexte actuel qui favorise largement le camionnage, n'ont pas le choix de privilégier les tronçons de première importance.

« Ils doivent transporter des marchandises le plus vite possible sur une ligne principale, mais une ligne principale alimentée par des lignes secondaires régionales gérées et opérées par des gens de la place ».

L'aide d'Ottawa se fait attendre
Les deux cheminots ont réussi à obtenir la somme de 70 000 \$ du gouvernement provincial en vue de la réalisation d'une étude de faisabilité pour le transport des marchandises entre Matapédia et Chandler.

Ils attendent toujours une somme équivalente du fédéral pour un deuxième volet, c'est-à-dire le service passagers entre Matapédia et Gaspé et le service marchandises entre Chandler et Gaspé. Cette somme leur avait pourtant été promise en janvier 1990 par l'assistant spécial du ministre des Transports, M. Scott Roberts.

Guy Chartrand, de Transport 2000, porte un grand intérêt au développement des chemins de fer dits régionaux. Mais les pro-

blèmes de toute l'industrie nécessitent l'élaboration d'une politique ferroviaire au Québec.

« Depuis longtemps, l'Ouest canadien bénéficie d'avantages énormes sur l'Est du Canada en matière de subventions au transport ferroviaire, d'entretien des voies et des wagons. De plus, le camionnage profite de subventions directes et indirectes qui rendent précaire toute concurrence entre les deux modes de transport ».

M. Jean-Guy Brodeur, du bureau des relations publiques du CN à Montréal, résume ainsi l'injustice de la situation.

« Les compagnies ferroviaires paient des taxes sur le carburant qui servent à l'entretien des routes. De plus, nous devons entretenir nous-mêmes les voies ferrées et y enlever la neige l'hiver ».

Du côté du bureau de Sam Elkas, ministre des Transports du Québec, une étude sur un éventuel réseau ferroviaire de base est en cours de réalisation. Le tronçon Chandler-Gaspé y occupe une place de choix, comme quelques autres lignes jugées essentielles.

L'étude renferme une dimension économique, un facteur qui a



Via Rail bénéficie de cinq mois pour acheter le tronçon Chandler-Gaspé, moyennant des crédits supplémentaires découlant du ministère fédéral des Transports.

RÉSULTATS
Loto-Québec

Tirage du 91/04/01

Vous pouvez miser jusqu'à 21 h les soirs de tirages

Prochain tirage: 91/04/03

1	4	12	13	14
20	33	39	45	47
50	51	52	55	56
59	61	66	69	70

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

retardé sa publication de plusieurs mois. L'un des volets importants de la recherche consiste en une présentation fort détaillée de ce que coûte l'entretien des routes en province et les dommages réels infligés par les camions.

Le temps presse toutefois pour la survie du tronçon Chandler-Gaspé.

Via Rail bénéficie de cinq mois pour acheter le tronçon, moyennant des crédits supplémentaires découlant du ministère fédéral des Transports.

RÉSULTATS
Loto-Québec

Tirage du 91-03-30

Vous pouvez miser jusqu'à 20 h le mercredi et le samedi

649

1 8 18 19 29 33

No complémentaire: 41

Tirage du 91-03-30

Extra

Vous pouvez jouer jusqu'à 20 h les soirs de tirage

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

GAGNANTS	LOTS
6/6 1	2 345 366,40 \$
5/6+ 6	147 671,20 \$
5/6 366	1 851,20 \$
4/6 19 329	67,40 \$
3/6 354 995	10,00 \$

VENTES TOTALES: 19 470 834,00 \$

PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 1 800 000,00 \$

PROCHAIN TIRAGE: 91-04-03

NUMÉROS	LOTS
2 4 5 9 0 5	100 000,00 \$
4 5 9 0 5	1 000,00 \$
5 9 0 5	250,00 \$
9 0 5	50,00 \$
0 5	10,00 \$
5	2,00 \$

LES-BONNES AFFAIRES-DU-PRINTEMPS

FIREFLY 1991 11 en stock

- Transmission manuelle à 5 vitesses
- Dégivreur électrique
- Miroirs sport, etc.

6995 \$*

SPRINT 1991 10 en stock

- 2 portes
- Transmission manuelle à 5 vitesses
- Dégivreur électrique
- Miroirs sport

6995 \$*

SUNBIRD LE 1991 19 en stock

- 4-7 peinture 2 tons
- Air conditionné
- Servofrein
- Servodirection
- Peinture 2 tons en sus: 144 \$
- Chauffe-moteur
- Radio AM / M stéréo cassette
- Tapis avant et arrière
- Miroirs sport
- Transmission automatique

10 995 \$*

CAVALIER 1991 8 en stock

- Vitres teintées
- Servofrein
- Servodirection
- Chauffe-moteur
- Radio AM/FM stéréo cassette
- Tapis avant et arrière
- Miroirs sport
- Transmission automatique

9995 \$*

PARK AVENUE 1991 2 en stock

- Tout équipée
- Toit en vinyle
- Pare-brise chauffant

29 195 \$*

PICK-UP S KING CAB 1991 N° 11N144

- Sièges pliants arrière
- Sièges baquets avant à dossier haut
- 6 cylindres, 2,8 litres
- Trans. manuelle à 5 vitesses
- Servofrein
- Servodirection
- Radio AM/FM stéréo

11 595 \$*

GMC SONOMA KING CAB 1991 N° 11N358

- Moteur 2,8 litres
- Transmission manuelle 5 vitesses
- Chauffe-moteur
- Servofrein
- Servodirection
- Pare-chocs, marche pied

11 695 \$*

CADILLAC SEDAN DE VILLE 1991 N° 11N418

- 4 portes
- Ornementation or
- Roues aluminium
- Tableau de bord électronique
- Complètement équipée

33 333 \$*

VENEZ RENCONTRER NOS VENDEURS QUALIFIÉS:

Pierre Labelle, Carol Nadeau, Jean-Louis Guimont, Christian Parrot, Marc Roy, Stéphane Paquet

RABAIS ADDITIONNEL DE 750 \$ (aux étudiants admissibles)

* Préparation et rabais GM inclus, transport et taxes en sus.

Plusieurs autres modèles à rabais et financement avantageux

VENEZ RENCONTRER NOS VENDEURS QUALIFIÉS:

Pierre Turgeon, Gilles Dumont, Marc-André Dumont, Pierre Garant, Michel Caron, Régis Bélanger

RABAIS ADDITIONNEL DE 750 \$ (aux étudiants admissibles)

* Préparation et rabais GM inclus, transport et taxes en sus.

André Lachance, Réal Montigny

Plusieurs autres modèles à rabais et financement avantageux

Cartier
PONTIAC BUICK GMC LTÉE
VAL BÉLAIR, QUÉ.

1475, Pie-XI Sud Val-Bélair
Sortie Sainte-Geneviève de l'autoroute Henri-IV
847-6000

LA OÙ L'ON CROIT QUE LA CONFIANCE, ÇA SE MÉRITE...

Citadelle
CHEVROLET OLDSMOBILE CADILLAC LTÉE
LÉVIS, QC

89, Rte Kennedy Lévis
835-1171

LA OÙ L'ON CROIT QUE LA CONFIANCE, ÇA SE MÉRITE...

Payable le

AMEUBLEMENTS

12 SEPTEMBRE

1991

AUCUN*
• COMPTANT
• INTÉRÊT
• PAIEMENT

SUR TOUTE LA MARCHANDISE

LAVE-VAISSELLE ÉLECTRONIQUE



Modèle: GSB9240 G.E.
Action de lavage à 3 niveaux
Distributeur de détergent à double godet
Broyeur d'aliments mous
Filtre autonettoyant
Distributeur de produit de rinçage automatique
Touches électroniques
9 cycles

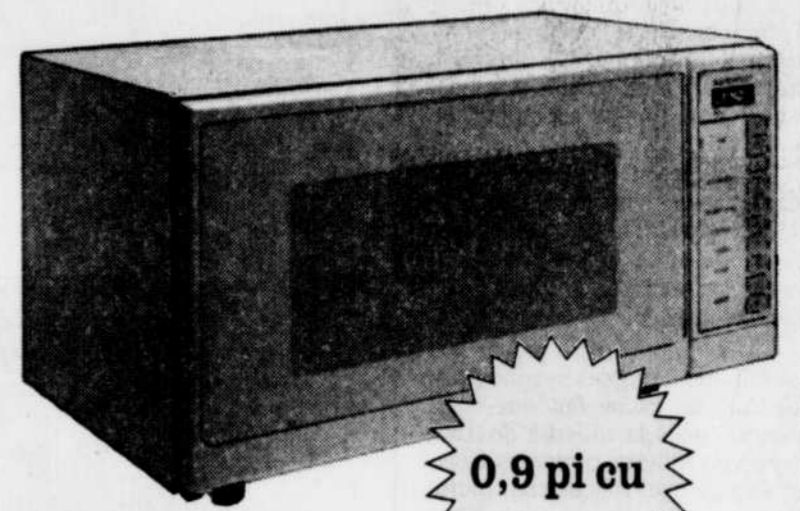
TOUCHES ÉLECTRONIQUES

PRIX EXCEPTIONNEL!

499⁹⁵

GARANTIE:
1 an - 100% pièces et main-d'oeuvre
3 ans - système de lavage
10 ans - cuve intérieure

FOUR À MICRO-ONDES TOSHIBA



0,9 pi cu

Modèle: ERS6649

9 niveaux de puissance
Programme de cuisson à deux étapes Jet Defrost™ (décongélation par étapes)
Touche de cuisson express
Egalement offert avec porte noire

244⁹⁵

GARANTIE:
50 mois - 100% pièces et main-d'oeuvre
5 ans - magnétron

LAVEUSE AUTOMATIQUE

Modèle: GW962K

3 sélecteurs de vitesse lavage/essorage
6 programmes: tissus délicats, sans repassage, etc.
5 sélections de température lavage/rinçage Niveaux d'eau variables

SÉCHEUSE AUTOMATIQUE

Modèle: GDR962K

Séchage automatique
6 programmes: sans repassage, tissus délicats, etc.
3 sélections de température



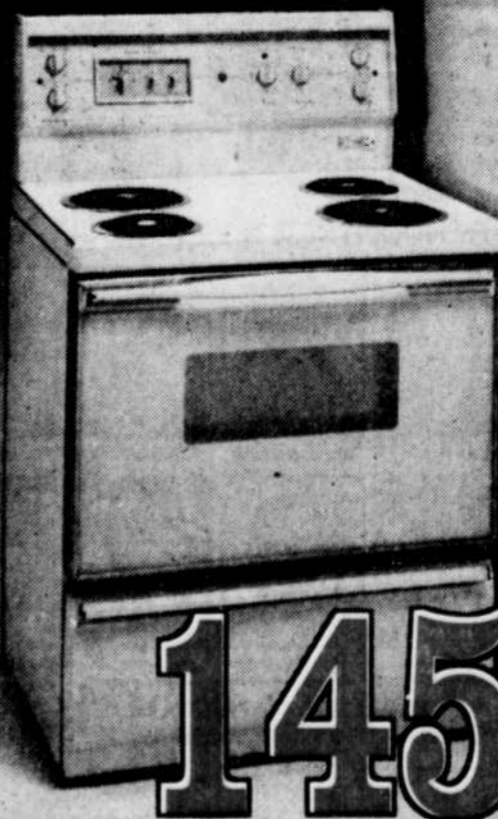
899⁹⁵

GARANTIE:
1 an - 100% pièces et main-d'oeuvre

L'ensemble

RÉFRIGÉRATEUR et CUISINIÈRE DE LUXE

Blanc sur blanc



17 pi cu.

sans givre

1459⁹⁵

L'ensemble

*Sous réserve de l'approbation du service du crédit, ne payez que les taxes de vente. Cartes de crédit acceptées.

LIVRAISON ET SERVICE GRATUITS À LA GRANDEUR DE LA PROVINCE !

LÉVIS: 833-4511
PLACE TANGUAY

BEAUPORT: 867-6282
535, BOUL. SAINTE-ANNE

LES SAULES: 871-4411
CARREFOUR LES SAULES
5150, BOUL. L'ORMIÈRE

TROIS-RIVIÈRES: (819) 373-1111
2200, DES RÉCOLLETS

LIVRAISON ET SERVICE: 872-2242